

Direct n°126 - François Asselineau répond à vos questions 2026-09-16 20:54

François Asselineau

1947. Le Ceylan, c'était 1948. Pakistan -Bangladaise, c'était 1947. Et dans les golfs, les pays du golfe, c'était dans les années 60. Également dans les années 60, je crois. En Malaisie, c'est 65. Ça doit être 1965 aussi, Singapour. Et puis toute l'Afrique. Voilà. Donc en réalité, aujourd'hui, le Royaume-Uni est un État qui n'a quasiment plus de colonie, en tout cas qui n'a pratiquement plus de territoire d'outre-mer. Ce sont des tout petits morceaux d'outre-mer qu'il y a au Royaume-Uni. Vous avez en Europe, vous avez les îles anglo-normandes face au Quentini. Vous avez le rocher de Gibraltar qui a été rattaché au Royaume-Uni avec le traité d'Utrecht de 1713, qui clôture la guerre de succession d'Espagne. Vous avez également des implantations de base à Chypre. Et puis ça doit être tout pour ce qui concerne l'Europe. Aux Antilles, il doit y avoir une ou deux petits îlots. Il y a peut-être · je sais pas · Montserrat, peut-être quelque chose comme ça. Enfin c'est tout petit petit. Et dans l'océan Atlantique Sud, vous avez l'île de Saint-Hélène où est mort Napoléon I, qui fait partie des British Overseas Territories. Vous avez dans l'océan Indien les îles Chagos, où il y a la base de Diego Garcia, que le gouvernement précédent a plus ou moins voulu rétrocéder à l'île Maurice, au grand scandale de la droite britannique. Et puis dans l'océan Pacifique Sud, il y a Pitkern, l'île de Pitkern, qui est restée célèbre pour avoir hébergé les mutins du *bounty*, la fameuse épopée du *bounty* qui a été rendue célèbre par un film avec Marlon Brando. Je crois que j'ai dit à peu près tout. Enfin bon, voilà. Donc en fait, le Royaume-Uni a déjà perdu à peu près tout son empire colonial. C'est très différent de la France, où la France a fait une mutation. Alors la France a effectivement donné son indépendance à la quasi-totalité de ses colonies. On peut même dire la totalité. Depuis la dernière en date, ça doit être en 1977 avec Djibouti. Il y a des petits problèmes pendant, comme par exemple l'affaire de Mayotte, qui est revendiquée par l'archipel des Komors. Mais Mayotte, les maorais, ne refusent absolument de devenir indépendants de la France. Et pour le reste, eh bien il y a eu cette mutation qui a été faite à partir de 1946 avec la création des départements d'outre-mer et puis des territoires d'outre-mer, et puis avec des statuts de plus en plus diversifiés avec certains qui ont changé de statut. Je pense par exemple à la petite île de Saint-Barthélemy, suffisamment connue. On la connaît parce que c'est l'île des milliardaires, où il y a des villas absolument somptueuses, de type hollywoodien, avec des grandes fortunes, notamment de la Banque ou de la Chanson, qui sont à Saint-Barthélemy. Moi, j'y ai été rendu pour aller voir le maire de Saint-Barthélemy, parce que j'avais · je le rappelle · que c'est une commune qui était rattachée au département de la Guadeloupe. Guadeloupe fait partie des régions ultrapériphériques de l'UE et par un changement de statut soumis au référendum de la population locale. La population locale, pour des raisons fiscales notamment, qu'on imagine, avait décidé de quitter le département de la Guadeloupe et de devenir une collectivité d'outre-mer, en dehors d'un département, quittant de ce fait le statut de région ultrapériphérique. Donc tout ça pour dire... C'est quand même insuffisamment connu, mais qu'il y a une commune en France qui s'appelle Saint-Barthélemy qui faisait partie de l'UE et qui en est sortie. Et donc j'étais allé voir... Je renvoie. On doit trouver encore cette vidéo. J'étais allé voir le maire, qui s'appelle maintenant le président de la collectivité de Saint-Barthélemy, pour lui demander un petit peu si c'était grave, ce qui s'est passé. Il avait rigolé. Et ça se passait très bien. Bon. Quoi d'autre à dire ? Alors effectivement, il y a quand même une espèce de British bashing en ce moment, qui vient notamment des États-Unis. Mais alors le président Trump est tellement fantasque qu'on a l'impression que voilà, il passe son temps à changer de sujet. Alors peut-être... Est-ce qu'il est en délicatesse avec le Premier ministre britannique Burnham ? C'est

possible. Il y a en tout cas dans le monde anglo-saxon une espèce de grande hargne à l'encontre des travaillistes britanniques qui, en fait, on a l'impression, laisse filer le pays sans vouloir le retenir. Effectivement, il y a quand même une évolution de ce pays qui pose problème. Rien à voir, je le rappelle, avec le Brexit, puisque le Brexit n'a pas été mené par des gens qui étaient en faveur du Brexit. Mais depuis le Brexit, le Royaume-Uni est dirigé par des dirigeants qui fût conservateurs ou travaillistes, qui étaient et qui sont anti-Brexit, et qui n'ont absolument pas tiré toutes les conséquences qu'ils nous auraient pu tirer de ce Brexit. Voilà. Alors effectivement, c'est le moment où il y a sans doute des forces mal intentionnées qui agitent effectivement les trois... Enfin vous savez le Royaume-Uni a été constitué en 1707 et se compose de l'Angleterre d'une part, du Pays de Galles d'autre part, de l'Ecosse au nord et enfin de la partie nord-est de l'île d'Irlande après l'indépendance de l'Irlande qui a dû intervenir en 1913 ou 1917. Je m'en rappelle plus. Voilà. Donc il y a effectivement une convergence d'intérêts parce que le pouvoir londonien est très faible. Il est extrêmement affaibli. Et lorsqu'un pouvoir central comme celui de Londres est affaibli, évidemment, ça fait monter en puissance un certain nombre de revendications indépendantistes ici ou là. C'est un peu inquiétant. Je suppose... Enfin j'imagine assez volontiers qu'il peut y avoir derrière des financements ou des soutiens européens, puisque lors du Brexit je rappelle que l'Écosse avait voté majoritairement contre le Brexit, mais à l'intérieur du Royaume-Uni, le Royaume-Uni avait voté majoritairement pour. Et donc à l'époque, c'était une dame qui s'appelait Nicolas Sturgeon, qui était la première ministre de l'Écosse, qui avait voulu faire un référendum sur l'indépendance de l'Écosse, l'Écosse voulant devenir indépendante du Royaume-Uni mais voulant rester dans l'UE, ce qui est quand même assez cocasse, de vouloir rester dans une prison des peuples en s'émancipant de la tutelle britannique. Bon. Alors je n'en dirai pas davantage. C'est quand même les affaires intérieures d'un pays qui est proche de nous mais qui nous intéresse. Vous savez qu'il y a toute une tradition philo-écossaise, si j'ose dire, en France. Les Français aiment bien l'Écosse. Ça remonte à l'histoire. Mais voilà, on n'a pas trop à en dire. Ce qui est vrai, c'est qu'on a l'impression que le président Trump jette de l'huile sur le feu. Alors peut-être parce qu'il n'est pas très content de la position de Bernham sur l'Ukraine. C'est possible. Parce que Bernham, loin de vouloir calmer le jeu avec la Russie comme le souhaite Trump, s'ingénie à envenimer la situation. Par ailleurs, Miléhi, le président argentin, est quand même très proche des États-Unis et très proche d'Israël. Donc il y a beaucoup d'investissements israéliens en ce moment en Argentine, qui fait d'ailleurs bondir un certain nombre de personnes dans le peuple argentin qui disent que leur pays n'est pas à vendre. Il y aurait des terres par centaines d'hectares qui auraient été achetées par des intérêts israéliens en Patagonie, c'est -à-dire dans le sud de l'Argentine. Par ailleurs, Miléhi est très très proche de Trump. Il le soutient. Bon. Donc peut-être Trump a trouvé un moyen de... Je ne sais pas, d'embêter le Royaume-Uni et de soutenir son poulain avec cette affaire des Falklands, des Malouines. Je ne sais pas si ça ira très loin. Il y a quand même autour de tout ça des histoires de pétrole dans la zone économique exclusive autour des Malouines. Donc voilà. Mais je ne sais pas très bien où ça va, tout ça, en fait. C'est vrai que... Je sais pas. Il y a aussi un peu le côté fantasque de Trump. Il faut quand même dire. Vous avez vu qu'il a fait un scandale. Il veut retenir je ne sais plus quoi. Les subventions à je ne sais plus quel hôpital, si l'hôpital ne décide pas de porter le nom de Donald Trump. Bon, c'est quand même un petit peu... C'est un peu fatigant, quand même.

· M. Asselineau demande René. Si vous êtes élu, ferez-vous enfin un budget de la France en équilibre ? · Non.

Je pense... Alors oui, c'est une question... Il faudrait répondre pendant des heures. Aujourd'hui, faire un budget français en équilibre, ça relève de la gageure. C'est extrêmement difficile. Mais ce qui est certain, c'est qu'il faut se rapprocher le plus vite possible d'un équilibre primaire. Ça, c'est indispensable, parce qu'on est vraiment en train de déraiser. Je le dis, je le dis. Je suis pas le seul à le dire. Marc Toitil a dit... Le bain de gentil, la scène d'alarme. Mais c'est vraiment extrêmement

grave. Et vraiment, vraiment très, très grave, puisque on a affaire à une augmentation des taux d'intérêt en ce moment pour le refinancement de la dette française. Les OAT à 10 ans, maintenant, sont à 4,4%. Et les OAT à 30 ans, on est quasiment à 5%. Or, ces taux d'intérêt augmentent dans un contexte très particulier, qui est un contexte d'augmentation des taux d'intérêt dans l'ensemble du monde. Mais la France augmente encore plus que les autres. Et notamment, ce que les financiers suivent de très près, c'est ce qu'on appelle le « spread », c'est -à-dire la différence qui existe... entre les taux d'intérêt de l'obligation à s'imprimer à votre réseau français à 10 ans et le bon d'allemand à 10 ans. Or, désormais, on a depuis quelques jours... Ce spread est quasiment au sommet depuis des années. Il est à 1%, un point de plus. Alors pour fixer un peu un ordre de grandeur, pour que les gens comprennent bien ce que ça veut dire très concrètement, c'est que cette année, la France va devoir rembourser les tombées... Comment dirais-je ? Lorsque l'on a lancé les OAT il y a 10 ans, on a payé des intérêts pendant 10 ans. Et au bout des 10 ans, on rembourse le principal. Sauf qu'on ne peut pas rembourser le principal, parce qu'on est en déficit. Et donc non seulement, on va emprunter pour rembourser le principal, mais on va emprunter en plus pour payer le déficit du budget d'aujourd'hui, de cette année 2026. Donc c'est en fait de la cavalerie. Et pour fixer un peu un ordre de grandeur, on peut estimer que cette année 2026, l'État va devoir emprunter tout au long de l'année à peu près 250 à 300 milliards d'euros pour respecter notre signature. C'est inouï. C'est des sommes inimaginables. On est à 3 500 milliards d'euros de déficit de dette générale. C'est quelque chose comme 55 000 · de dette par habitant en France. C'est fou. Et donc si on est obligé d'emprunter sur les marchés financiers une somme de l'ordre de 250 à 300 milliards d'euros, le spread de un point de plus que nous, nous devons payer les Français pour satisfaire les marchés financiers par rapport à l'Allemagne, un point de plus sur 300 milliards, c'est 3 milliards. C'est -à-dire que nous payons pour emprunter une somme donnée sur les marchés financiers. On va payer 1 % de plus. Si c'est pour emprunter 300 milliards d'euros, on va l'emprunter. On va payer 3 milliards d'intérêts supplémentaires par rapport à ce que paierait l'Allemagne si elle empruntait la même somme. Voilà. Donc je rappelle que les fameux... Comment on appelle ça ? Les avions pour... Les canadiens pour éteindre les feux de forêt, c'est 50 millions d'euros. Donc 50 millions d'euros, ça veut dire 2 % millions. Ça veut dire 20 % pour un milliard. Ça veut dire 60%. Donc en taux d'intérêt, l'augmentation du spread fait qu'on va payer l'équivalent de · combien j'ai dit · 60 canadiens de plus que ce que paierait l'Allemagne pour emprunter la même somme. Et de ce point de vue -là, je voudrais dire quelque chose, mais je vais revenir par une autre vidéo sur le sujet. Ce qui est très, très grave en ce moment, c'est l'élection présidentielle française, parce que lorsque les marchés financiers, ils entendent... Enfin ils voient la façon dont se déroule la campagne présidentielle française, ils ont de quoi prendre peur. Entre Mme Le Pen, qui a quand même... Et une trentaine de personnes du RN a été condamnée définitivement pour détournement de fonds publics. Alors on peut trouver 50 excuses. Mais enfin, vu de New York, vu de Tokyo, les gens connaissent pas forcément la politique intérieure française. Donc ils se disent « C'est quoi, ça ? ». Et que face à ça, on nous dit que le deuxième tour de la présidentielle, c'est que face à ça, on aurait M. Mélenchon qui explique qu'il va pas payer... Il refusera de rembourser les dettes... Il demande plus exactement à la BCE d'annuler les dettes qu'elle a rachetées de la France. Les marchés financiers, ça ne peut avoir qu'un seul résultat. C'est qu'ils demandent plus d'argent. Ils augmentent les taux d'intérêt parce qu'ils n'ont plus confiance dans la France. On est en train d'assister à un effondrement... Déjà, c'était pas brillant, mais un effondrement de la France en termes de confiance. Vraiment, c'est très grave. Mais il faut que les Français se rendent compte de la situation, qui risque de toute façon d'être invivable dans un an, puisque si c'est Mme Le Pen qui est élue présidente de la République, toute la gauche a déjà annoncé qu'elle se mettrait en dissidence... Voilà. Dissidence civile, je sais pas quoi. Désobéissance civile. C'est refus du suffrage universel. Si c'est Mélenchon qui arrive au pouvoir, ça sera pire encore, parce que c'est pour aggraver encore plus la situation, introduire une espèce de conflit de guerre civile. Et si c'est Édouard Philippe, ça risque d'être encore pire. Parce

qu'Édouard Philippe, s'il était élu, ça serait par manipulation médiatique et sondagière comme a été élu Macron. Mais Édouard Philippe serait élu alors que l'écrasante majorité des Français... Le haï, le haï, pardon. Donc il fera comment ? S'il était élu, ça serait par exemple parce qu'il serait au deuxième tour face à Mélenchon, et que les gens se diront « On préfère encore Édouard Philippe à Mélenchon, pas les gens, sauf les électeurs de Mélenchon ». Mais tout ça, c'est pas un vote d'adhésion. Il y a un article très intéressant qui est sorti dans le Figaro · je crois que c'était aujourd'hui ou hier · qui explique qu'on n'a jamais vu ça dans une campagne électorale française présidentielle. C'est qu'aucun des candidats, quand on nous met sur le devant de la scène comme l'a fait le MEDEF d'ailleurs, le syndicat patronal français, a présenté sur le devant de la scène des candidats qui sont tous rejetés par une majorité de la population. Il y en a aucun qui dépasse · je crois · 45%. Alors il y a des gens qui sont très pour Mme Le Pen. Il y en a qui sont très pour M. Mélenchon. Il y en a quelques-uns · ça doit exister · qui sont pour Glucksmann ou pour Attal ou pour Retayo et Philippe. Mais dans tous les cas, c'est moins de 45 % de la population pour chacun des candidats. Donc ça veut dire quelque chose qui est très très grave. C'est qu'il y a une tendance au fait que les Français ne croient plus dans ce système. C'est très très très grave ce qui est en train de se produire. Alors je me suis un petit peu éloigné de la question. J'y reviens parce qu'il faut effectivement redonner confiance au marché. Et redonner confiance au marché, ça veut dire évidemment diminuer notre dette publique et essayer de revenir le plus vite possible à l'équilibre budgétaire. Alors cela étant... Là, je vous aurais l'occasion, au cours des semaines et des mois qui viennent, d'être très très clair là-dessus. Il y a quelque chose contre lequel j'attire l'attention des gens qui veulent bien m'écouter. C'est qu'on voit des démagogues de tout poil lancer dans leur campagne électorale des slogans, mais qui ne correspondent... Ce sont des slogans. Ce sont des espèces d'objectifs. Alors c'est par exemple M. Attal qui dit qu'en 10 ans, la France redevienne · je sais plus quoi · une des économies les plus dynamiques du monde. Très bien. C'est M. Mélenchon qui dit que la France ne doit pas rembourser les dettes de la BSE. Très bien, sauf que c'est pas lui qui décide. C'est pas Attal qui décide de ce que va devenir la France en 10 ans. Le président de la République, il peut prendre des décisions, des décisions concrètes. Mais il peut pas prendre des décisions comme si moi, je disais qu'il faut qu'il fasse beau 360 jours par an. Je peux toujours le dire. Mais ça n'est pas une décision. C'est un constat. C'est un v-u pieux. Voilà. Et c'est pareil du côté droit ou d'extrême droite. Lorsque je vois que Mme Sarah Knapfau se répand sur les ondes en disant qu'il faut supprimer 800 000 fonctionnaires, moi, je dis « chiche ». J'ai déjà invité Mme Knapfau. Elle refuse de répondre. Mais j'aimerais bien l'inviter pour qu'on en débâte. Parce que c'est facile de dire qu'on va supprimer 800 000 fonctionnaires. Mais comment elle va faire concrètement ? Moi, j'aimerais que ministère par ministère, combien elle va supprimer de policiers ? Peut-être pas. Bon. Des gendarmes non plus. Des pompiers non plus. Des enseignants non plus. Du personnel de santé non plus. Elle va supprimer quoi et qui ? Très exactement. C'est vraiment... Il faut que les Français arrêtent de se faire enfumer. Arrêtent de se faire enfumer. Et il faut aussi qu'ils mesurent les conséquences de toutes ces décisions. Lorsque il y a... Je vois des gens qui s'apprêtent à voter Mélenchon, qui disent « Mais de toute façon, on fera ce qu'on veut ». Non. Bien sûr, on peut faire tout ce qu'on veut. Mais il y a des conséquences. Il y a un beau livre dans la Bible qui s'appelle... Comment s'appelle ? Ah ! Ah ! « L'Ecclésiaste ». C'est dans le livre de l'Ecclésiaste où il y a cette formule qui revient un peu comme une ritournelle. « Il y aura des conséquences ». Si la France, demain, décide de ne pas rembourser sa dette, on peut le faire. Il y aura des conséquences terrifiantes. Idem, d'ailleurs. Si par exemple les européistes décident de piquer le mago déposé par la Russie à Bruxelles à Euroclear, eh bien il y aura des conséquences. Les conséquences, c'est d'abord que... D'abord, ça sera illégal, que la Russie se pourvoira devant les tribunaux internationaux. Ça existe. Mais ça veut dire aussi que tous les investisseurs mondiaux d'un seul coup ne s'useront de mettre de l'argent en UE. Donc il faut bien... Et c'est pareil pour la France. Les gens qui disent « On n'a qu'à faire ci », ne se rendent pas compte. Ce sont des gens irresponsables au sens étymologique du terme. Ces dernières ne peuvent

pas avoir de réponse aux objections. Et c'est pareil pour Mme Knafo lorsqu'elle dit qu'il faut supprimer 800 000 fonctionnaires. Elle en fait quoi, des 800 000 fonctionnaires, Mme Knafo ? Outre que ça veut dire des désorganisations générales dans tous les services de l'État ou de collectivité locale. Mais elle va en faire quoi, des 800 000 fonctionnaires ? Et quelle va être la conséquence en matière macroéconomique ? Parce que 800 000 fonctionnaires, ça veut peut-être dire... Je sais pas, moi. Peut-être 500 000 familles, parce qu'il y a des familles où il y a deux fonctionnaires, le père et la mère... 600 000 familles. Si on partable sur le fait que les familles font peut-être en moyenne 3 personnes, ça veut dire 1,8 million de personnes qui, d'un seul coup, vont se retrouver dans une situation de précarité. Ça veut dire un impact macroéconomique fondamental sur l'économie. C'est des gens qui vont d'un seul coup diminuer considérablement leur consommation. Donc Mme Knafo n'a jamais étudié sans doute l'économie kénésienne. C'est-à-dire qu'est-ce qui se passe si 1,8 million de Français, parce qu'ils se retrouvent au Chôme-du, d'un seul coup diminue drastiquement de 20 % ou 30 % leur consommation. Le résultat des courses... C'est pour ça que c'est très difficile, l'économie. C'est pas la première fois qu'il y a des gens qui disent « Y a qu'à, faut qu'on va te traiter dans les dépenses publiques ». Parce que quand on traite dans les dépenses publiques... Je l'ai déjà dit souvent, et je le répète. Quand un ménage fait du déficit... Si par exemple vous avez un ménage de salariés, monsieur et madame, le père et la mère sont salariés, puis ils ont 2 enfants, mettons une famille... Ça existe encore. Ça existe quand même. Famille traditionnelle. Le père, la mère et 2 enfants. Bon. S'ils sont en découvert bancaire, s'ils gagnent à eux deux... Le père et la mère gagnent · je sais pas · mettons 4 500 · à eux deux. Et puis ils dépensent 4 800 · dans un mois. Ils vont faire un découvert de 300 ·. On parle du principe qu'ils étaient à zéro. Bon. Si le mois suivant, ils dépensent de nouveau 4 800 ·, ils vont tomber à moins 600 ·. Et là, il y a la banque qui va appeler, qui va dire « Attention, nous, on vous avait donné qu'une autorisation de moins 400 ·. Vous êtes tombés en dessous. Donc il faut remettre votre compte à zéro ». Que font les Français quand ils sont confrontés à ça ? C'est arrivé à tout le monde. Ils se disent « Je vais tailler, je vais sortir. On va peut-être couper une ou deux sorties au cinéma, un resto en moins, un week-end chez belle-maman en moins. Et puis voilà. Et puis on va essayer de revenir. On va rééquilibrer. Et puis on repousse l'achat de la prochaine télévision à l'année prochaine. Et puis voilà ». Donc on fait des économies. Et pourquoi ça marche ? Parce que les recettes, c'est-à-dire le couple de salariés, touchent toujours le même salaire. Donc il suffit, s'ils gagnent à eux deux 4 500 · et qu'au lieu de dépenser 4 800 ·, ils font des économies pour ne plus dépenser que 4 400 ·. C'est ça, puisque'ils gagnent 4 500 · tous les deux. Ça veut dire qu'ils vont économiser 100 · le premier mois, 200 · le deuxième mois, 300 ·. Et petit à petit, ils vont refaire des économies. Mais pourquoi ça marche ? Et pourquoi on ne peut pas appliquer ça au raisonnement d'un État ? Parce que les salaires touchés par le père et la mère de famille · je prends vraiment un cas très général · ne dépendent pas des dépenses. Ils sont salariés d'une administration ou d'une société privée, par exemple. Eh bien ça tombe tous les mois de façon identique. Mais un État, c'est pas du tout comme ça que ça se passe, puisque les recettes d'un État, c'est des recettes fiscales qui dépendent du niveau d'activité économique du pays. Les principales recettes de l'État étant la TVA, l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu et les taxes sur les produits pétroliers. C'est les 4 principaux. Bah il y en a beaucoup d'autres, mais c'est quand même les ressources principales. Or, ça dépend éminemment de l'activité économique d'un pays. C'est-à-dire que si vous avez un ralentissement de la croissance, eh bien vous avez d'un seul coup ces recettes qui plongent. Voilà. C'est ça qui est très très important. C'est pour ça que les gens qui pensent qu'il suffit de couper, de dépenser des quantités de choses en moins pour d'un seul coup revenir, non, parce que c'est très vicieux. Vous pouvez en parler aux gens de la direction du Trésor, de l'administration des finances. Enfin c'est connu comme... Par exemple, si vous taillez... Imaginons que vous ne versez plus. Vous taillez dans des dépenses. Vous risquez d'avoir un phénomène d'effondrement de la consommation. Et donc la TVA, et la croissance produite par la croissance, eh bien la TVA que vous recevez à tous les niveaux va baisser. L'impôt sur les sociétés

va baisser aussi, parce que les entreprises vont faire moins de chiffres d'affaires. Et donc au total, vous pouvez avoir un phénomène qui n'est pas intuitif, qui est contre-intuitif, comme on dit, qui avait mis à jour l'économiste John Maynard Keynes dans les années 30, avec la théorie générale de la monnaie en 1936, je crois. C'est qu'en voulant diminuer un déficit, au bout du compte, on le creuse. Voilà. C'est vraiment quelque chose de très... C'est la raison pour laquelle moi, par exemple, dans le programme que j'aurai l'occasion de présenter... Bien sûr, il faut faire des économies, mais il faut bien les cibler. Les premières économies que nous devons faire collectivement, ce sont les économies qui ne sont pas réinjectées dans l'économie française. C'est -à-dire que toutes les dépenses qui partent sont qu'on envoie la couleur. Au premier rang desquels, les versements de 13 milliards en contribution nette à l'UE. Parce que là, c'est totalement récessif. Ces 13 milliards, on les envoie à la Pologne, qui achète des avions de chasse américains. Donc c'est complètement récessif. De la même façon, les milliards qu'on envoie à Zelensky, c'est complètement récessif si ça sert à acheter du matériel américain. D'ailleurs, ça sert à acheter du matériel américain. Enfin c'est dément. Donc ça, c'est vraiment... C'est bien pire en termes macroéconomiques de faire ça, plutôt que de donner des prestations sociales, même s'il y a un peu de tirage ou de coulage, parce que le gros des prestations sociales, normalement, s'investit dans l'économie du pays. Donc fait tourner la machine économique. Voilà. Je note d'ailleurs que M. Lisnar, c'est comme Mme Tainfault, c'est le même genre. C'est pas un mot sur les dépenses les pires, c'est -à-dire justement nos versements à l'UE. Ultra récessif. Pas un mot. Pas un mot sur les trucs à l'Ukraine. Voilà. En revanche, j'aimerais que l'on me fasse... J'aimerais avoir des économistes proches sur l'impact de virer 800 000 fonctionnaires. D'abord, par la désorganisation des services. Deuxièmement... Encore une fois, où est-ce que ça va se passer ? Parce que c'est très gentil de dire « Oui, il y a des tas de... ». Mais il faut être très précis, hein, de la précision. Où, quand, comment, dans quel ministère, qui, que, quoi, dans où. Parce que c'est ça qui se passe, en fait, lorsque les Français y élisent. Ils élisent des gens qui... On va voir ce qu'on va voir. Regardez, Sarkozy s'était fait élire sur ce genre de programme, d'ailleurs. Faut quand même se rappeler pourquoi et comment avait été élu Sarkozy en 2007. On allait voir ce qu'on allait voir. Il allait faire la chasse aux gaspilles. C'était ci et c'était ça. Le résultat des courses, il n'est arrivé à rien du tout. Voilà. Parce que c'était 1 fonctionnaire sur 2 qui était remplacé. Qui partait à la retraite, il n'y en avait qu'un sur 2 qui était remplacé. Alors le résultat n'a pas été brillant, en fait. Alors je ne suis pas un apôtre de l'absence de décision, loin de là. Mais je dis qu'il y a des décisions. Il faut d'abord viser ce qui est soit... Qui peut être supprimé facilement sans avoir un impact considérable, soit notamment les toutes premières dépenses. C'est tout ce qui part à l'extérieur dont on ne revoit pas la couleur. Parce que ça, c'est de la récession plein pot. Voilà. C'est ça qu'il faut faire. Nous, par exemple, on propose de supprimer les régions. Les régions, c'est 1 785 conseillers régionaux. Alors évidemment, ils appartiennent au RN, ils appartiennent à LFI, ils appartiennent à LR, ils appartiennent à Renaissance. C'est pour ça que les régions telles qu'elles existent depuis 1982 avec Mitterrand, on se sent passés très bien auparavant. Et actuellement, ça nous coûte peut-être 6 milliards d'euros, alors qu'on s'en passait très bien. Et ça rajoute une partie du millefeuille administratif. Or, se débarrasser - si j'ose dire - de 1 785 conseillers régionaux qui sont souvent des élus qui émargent à d'autres trucs, c'est pas gravissime. C'est pas comme 800 000 fonctionnaires mis au rebut. En termes macroéconomiques, ça n'a rien à voir. Donc il y a une réflexion à mener sur les dépenses effectivement qu'il faut diminuer, mais aussi en sachant que ce qui va faciliter le retour à l'équilibre budgétaire, c'est non seulement de couper dans les dépenses les dépenses les plus improductives, les plus récessives, notamment toutes celles qui partent à l'UE ou à l'Ukraine ou dans un certain nombre d'organismes, ou à l'OTAN, etc., tous ces organismes qui nous pompent de l'argent, mais aussi avoir des processus de relance économique bien ciblés. Mais pour cela, il faut par exemple redonner du pouvoir d'achat aux Français qui en manquent. Et moi, j'ai inscrit dans mon programme l'idée d'augmenter le pouvoir d'achat des Français avec une augmentation du SMIC de 12 % la première année, ce qui pourrait peut-être faire ricaner les gens du

MEDEF. Mais à la différence de Mélenchon qui dit un peu la même chose mais qui s'arrête là, moi, je vais plus loin, parce que je dis qu'il faut que cet argent ne mette pas en péril les PME et les artisans, d'où la nécessité d'une part d'avoir un filet de protection pour notamment toutes les petites entreprises et les moyennes entreprises, pour qu'on diminue les cotisations sociales à hauteur de l'augmentation des salaires, mais aussi de protection de leur marché en rétablissant des droits de douane. Pareil pour les grandes entreprises comme pour les PME. Faire de ce point de vue -là, ce qu'a fait Trump. Parce qu'on ne peut pas relancer la machine économique. On ne peut pas espérer baisser le déficit de l'État si on n'a pas une politique volontariste de réindustrialisation. C'est ce que Macron, il essaie de faire. C'était déjà Montebourg qui nous avait raconté la même salade. C'était il y a 12 ans. 13 ans, il avait été nommé ministre du Redressement Productif par François Hollande. C'est un désastre. Et pourquoi c'est un désastre ? Parce que dans la mesure où nous sommes ligotés par les traités européens avec la libre circulation des capitaux, et que nous ne sommes pas maîtres d'interdire des capitaux pour aller faire des délocalisations industriels, ni les droits de douane qui sont fixés par l'UE, mais qui sont extrêmement bas. Nos entreprises sont livrées à l'autodestruction. Si on veut vraiment redresser le pays, il faut réindustrialiser la France. Et ça, ça ne se fera pas par magie. On ne pourra pas réindustrialiser la France si l'on n'a pas un processus qui permet de protéger les entreprises françaises, intéresser les entreprises françaises et les entreprises du monde entier à se relocaliser en France, parce qu'elles y trouveront des conditions de compétition intéressantes. Ce qui nécessite d'une part d'avoir des mesures protectrices de droits de douane, ça nécessite également de se libérer de l'euro qui est trop cher pour l'économie française. J'ai déjà eu l'occasion d'en parler, notamment récemment dans ma conférence, ma vidéo sur la Pologne. Je rappelle que la Pologne refuse... Ça fait maintenant 22 ans que la Pologne est entrée dans l'UE. Elle refuse d'entrer dans l'euro et expressément, explicitement formule par le ministre des Finances polonais et par le gouverneur parce qu'ils savent que s'ils entrent dans l'euro, ça sera un désastre pour l'économie polonaise, parce qu'ils seront obligés d'avoir une monnaie surévaluée. Ce dont nous souffrons. Voilà. Donc tout ça pour dire que c'est un ensemble... Oui, cet internaute a parfaitement raison. L'objectif doit être d'arriver à un équilibre budgétaire. Mais c'est très difficile. Il y a quand même des mesures à prendre. Mais on ne pourra y arriver que si on commence à prendre des mesures qui sont jugées scandaleuses et intolérables par l'oligarchie. Voilà. C'est -à -dire sortir de l'UE, sortir de l'euro, rétablir des contrôles, des taxes... Parce que nous, qui dirigeons nos droits de douane, n'y rien. Ni les normes, ni les droits de douane, ni les quotas, on ne dirige plus rien. Donc tout ça, ça va entrer, ça sort. Voilà. Donc on va continuer comme ça, en fait. Voilà. Et si quelqu'un s'avise à arriver à l'Élysée de licencier 800 000 fonctionnaires, ça ne durera pas très longtemps. Compte tenu de la situation politique française, c'est l'explosion générale. On est dans une sacrée panade. ·

M. Asselineau, bonjour. Suite au récent et sérieux documentaire sur le dossier Epstein par le Média français indépendant Of Investigation, l'UPR assumera-t-elle une vraie enquête publique, contrairement à la commission Warren pour JFK, afin de faire la lumière sur les ramifications françaises de ce réseau de compromissions mondiales pro -israélien et pro -étasunien, respectueusement Mugène ?

· Bah réponse oui. Il n'y a pas beaucoup à épiloguer. Oui, je suis tout à fait choqué, scandalisé. On est dans un pays où il y a des deux poids, deux mesures absolument inimaginables. C'est inimaginable, en fait. Voilà. Il y a des personnalités... J'en sais quelque chose, puisque moi, j'ai eu droit à une affaire... Ça fait des années que ça dure. Avec deux juges d'instruction, alors que pour l'affaire Outrouille, il n'y en avait qu'un. Moi, deux juges d'instruction qui ont étudié pendant 4 ans qu'on tout cherchait, qu'on tout ouvrait, qui ont abouti au fait que j'ai été... Il y a eu une ordonnance de non -lieu sur toutes les chefs d'accusation que j'avais. Je n'ai d'ailleurs plus d'accusateurs. Néanmoins, le parquet a décidé de me déférer devant le tribunal correctionnel. Et je m'aperçois, en regardant tout ça, qu'au même moment, il y a des dizaines de milliers d'affaires qui sont dans les

plaquins, qui ne sont pas jugées, sans parler de Mme Marianne de Rothschild, citée 5 400 fois dans le dossier Epstein, qui si j 'ai bien compris n 'a même pas encore été auditionnée. Bon, voilà. C 'est un peu plus... C 'est intolérable. Là aussi, la France est une cocotte minute qui est proche d 'exploser. C 'est absolument intolérable de voir que des gens qui sont mouillés jusqu 'au cou dans ces affaires, on exhibe du fait qu 'il y a... À présomption d 'innocence. Ça, c 'est quelque chose, moi, la présomption d 'innocence. Les torchons auxquels j 'ai eu droit quand on m 'a lancé une affaire avec des photos de moi. On avait l 'impression que j 'étais homnosphératue ou je sais pas quoi. Tout ça pour aboutir 4 ans après à des juges d 'instruction qui ont tout étudié avec des psychologues. Ils ont tout fouillé dans tout mon passé, etc., avec une ordonnance de non -lieu sur absolument toutes les accusations qui m 'étaient formulées. Mais moi, il n 'y avait pas eu de présomption d 'innocence, hein. Voilà. Tandis que alors, vous savez bien à qui je veux parler. Il y en a... Par exemple, M. Patrick Bruel, lui, il a 40 affaires sur le dos. Et c 'est présomption d 'innocence, présomption d 'innocence, présomption d 'innocence, hein. C 'est incroyable, en fait. Voilà. Donc je suis très très remonté sur ces affaires, effectivement. Et croyez bien que ça fera partie, d 'ailleurs, des chantiers, accompagnés d 'ailleurs d 'un redressement de l 'État de la justice française, parce que le budget de la justice en France, c 'est scandaleux. On a un budget qui est par nombre d 'habitants, qui doit être 50 % inférieur à peu près à ce que l 'Allemagne ou les Pays -Bas consacrent à leur justice. Donc ça va pas. Ça va pas. On dépense... Il y a vraiment des priorités, d 'ailleurs, budgétaires, qu 'il faut absolument revoir. J 'ai eu l 'occasion de le dire. Il y a toute une série en France de gens · ça reboucle, d 'ailleurs, avec la question précédente ·, il y a en France toute une série de réseaux qui se sentent en droit de tirer chaque année... Ils ont un droit de tirage sur les fonds publics, voilà, parce qu 'ils sont dans des associations qui se targuent des plus nobles sentiments. Et donc on y va, on y va, on y va. Et on donne l 'argent des contribuables. Le plus insupportable, d 'ailleurs, étant notamment le financement du service public de l 'audiovisuel ou également les subventions versées par l 'État à la presse privée, où on s 'aperçoit que, alors que ce sont tous les contribuables qui payent, on a affaire à des médias qui sont ultra -politisés. C 'est hallucinant. Hallucinant. Voilà. Et j 'en sais là aussi quelque chose, parce que non seulement moi -même, mais les 330 000 personnes qui ont voté pour moi en 2017, qui sont aussi les contribuables, et qui, si je suis bien candidat en 2027, seront certainement beaucoup plus nombreuses, nous sommes traités vraiment comme des parias. Voilà. Quand je vois les polémiques qu 'il y a sur BFM ou sur France Inter ou sur je sais plus quoi qui embauchent Charles Sapin de Valeurs actuelles... Alors il y a des gens qui montent au créneau, parce qu 'il y a eu un mouvement de grève, là, par refuser ça. Il y a des gens qui s 'indignent. C 'est vrai qu 'on a une presse qui est muselée, mais moi, je suis aussi autant muselé sur France Inter, etc., que sur CNews ou sur BFM. C 'est quand même extraordinaire que je reste totalement interdit d 'antenne. Voilà. On est face à un déni de démocratie. Enfin c 'est burlesque, d 'ailleurs. Voilà. Donc là, dans le programme, nous avons prévu, par exemple, de couper toutes les ailes à la presse. Terminé. Ça n 'existe pas en Allemagne, en Autriche, en Suisse, aux États -Unis. Un journal, soit il est rentable, soit il l 'est pas. En plus de ça, les journaux qui sont subventionnés sont des journaux qui ont été rachetés par des milliardaires. Un torchon absolu comme le parisien qui dégage moins 70 millions d 'euros de déficit, il est épongé par le contribuable. Et là -dedans, bien entendu, à chaque fois qu 'il y a un article, moindre article... Alors sur moi, j 'en parle même pas. Je suis noce fératue. Mais chaque fois qu 'il y a un article sur le Frexit, c 'est tout de suite pour dégueuler une propagande absolument abjecte, que ce soit en faveur de l 'UE, que ce soit en faveur de l 'Ukraine. Enfin c 'est même plus du journaliste. C 'est... On est arrivé à une presse de quat niveau, mais digne de ce qu 'était la presse de l 'occupation. Voilà. C 'est du niveau « je suis partout » gringouin. C 'est -à -dire il y a absolument plus de sens normal de ce qu 'est un journaliste. C 'est un très beau métier, le journalisme. C 'est de faire des enquêtes, à charger à des charges, nuancer, de donner la parole à tout le monde, etc., etc. Maintenant, ça n 'est plus... Il est inadmissible d 'utiliser l 'argent du contribuable pour financer des torchons pareils, d 'autant plus qu 'ils sont possédés par des milliardaires qui peuvent largement les

renflouer.

· Une question de Valentine, à présent. Ce week -end s 'est déroulé à Arras les Assises de la souveraineté organisée par M. Filippo. Je sais bien que son parti n 'est qu 'une pâle copie de votre mouvement et qu 'il s 'est présenté comme le seul à proposer le Frexit en 2018, alors qu 'il connaissait parfaitement votre existence. Mais malgré tout, votre présence à ce congrès n 'aurait -elle pas permis de porter la voix de l 'UPR et de rappeler que vous êtes le premier parti à avoir éveillé les consciences depuis bientôt 20 ans ? Bien à vous.

· Oui. Bon. Je ne suis pas à peine de ranimer des polémiques. Je n 'ai pas très envie de ranimer une politique. D 'abord, je rappelle au passage... Je signale que d 'abord, c 'est pas la première fois. C 'était la troisième fois. Il en fait chaque année. Deuxièmement, que je n 'y ai pas été invité. Je n 'ai jamais été invité à cette manifestation. Troisièmement, je comprends que je n 'y ai pas été invité, parce que si j 'y avais été invité, je n 'y serais pas allé. Et pourquoi je n 'y serais pas allé ? C 'est pas parce que je suis le premier... De fait, c 'est vrai que c 'est moi qui ai créé le parti en premier. De fait, c 'est vrai que j 'ai proposé à M. Philippot en 2017, lorsqu 'il a été prié de quitter le Rassemblement national, je lui ai proposé de rallier l 'UPR, ce qui l 'a refusé absolument. Il a même pas donné de réponse. Vous trouverez toutes les vidéos qui... circule sur Internet. Donc je lui ai proposé de nous rallier. En revanche, il a créé son propre parti. Bon, vous connaissez tout ça. Voilà. Et puis comme finalement, il n 'a pas obtenu ce qu 'il pensait, c 'est -à -dire qu 'il pensait nous canceler, comme on dit maintenant, voilà. C 'est quelqu 'un qui explique que je refuserais de me rallier à quelqu 'un qui a refusé de se rallier à nous. C 'est quand même incroyable. C 'est le monde à l 'envers. Mais c 'est pas ça, le problème. Le problème, c 'est pas un problème de proximité. D 'abord, c 'est dommage, parce que moi, je suis bien sûr en faveur que tout le monde se rassemble. Mais le problème, c 'est un problème de fond. Le problème de fond, c 'est que ces assis, si j 'ai bien compris, d 'Arras... Et il suffisait de voir une vignette qui a été diffusée par les organisateurs. Il y avait un personnage central qui était M. Philippe de Villiers. Bah rêvé ! J 'ai pas rêvé non plus quand j 'avais vu que M. Philippot avait dit qu 'il ne se présentait pas à l 'élection présidentielle. Il soutenait la candidature de Philippe de Villiers. Je n 'ai pas rêvé, il l 'a dit. Je n 'ai pas rêvé que cette vignette qui a été diffusée, où on a l 'impression que tout le monde est là... J 'ai été expressément présenté sur cette vignette faite par l 'IA en étant que je boudais, que j 'étais tout seul. Mais je suis pas tout seul. Je boude pas. Pas du tout tout seul. C 'est que tout simplement, nous n 'avons pas du tout la même stratégie. Il y a des gens · j 'ai déjà expliqué 50 fois · qui pensent qu 'il faut faire l 'union des droites derrière M. de Villiers. Bon. C 'est pas nous. Depuis le début, il suffit... Enfin ou alors on est d 'une mauvaise soie facile, à aller lire la charte fondatrice, dans la charte fondatrice qui a été adoptée le 25 juin 2007. Et effectivement, le premier parti de tous les partis ensuite qui ont été créés pour sortir de l 'UE... Enfin il n 'y en a pas tant que ça, d 'ailleurs. C 'est souvent des leurs. Dans cette charte fondatrice, j 'avais bien précisé que l 'objectif était de rassembler au -dessus du clivage droite -gauche pour avoir un nouveau CNR. C 'est quand même pas compliqué à comprendre. Et si j 'ai dit ça, ça n 'est pas par nostalgie de la période 1943 -1944. Ça n 'est pas pour une élégance ou pour une esthétique historique. C 'est parce que pour sortir de l 'UE, nous devons avoir une majorité de Français, et que cette majorité de Français, nous ne pourrions pas l 'avoir si l 'on met de côté un pan de l 'électorat. J 'ai déjà eu l 'occasion de le dire. C 'est ce qu 'avait constaté de Gaulle en 1943. Il n 'était pas communiste, mais il s 'était bien rendu compte que pour former le CNR, il avait besoin des communistes. D 'ailleurs, Pierre Vimont, qui était un des principaux communistes, a rédigé pour une grande partie le programme du Conseil national de la Résistance, qui a abouti justement après la libération à différentes mesures d 'ordre socio -économique, en particulier les grandes nationalisations. C 'était pas que de Gaulle était communiste. C 'est simplement qu 'il avait compris qu 'il ne pourrait pas faire quelque chose qui rassemble toute la Résistance en en mettant la gauche. Il avait d 'ailleurs aussi compris qu 'il fallait mettre l 'extrême droite. Et je rappelle que dans le CNR, il y avait le Parti

communiste, le Parti socialiste, les Christians sociaux, des Gaullistes, la droite traditionnelle et même l'extrême droite de la cagoule. De Gaulle l'avait expressément demandé à Jean Moulin lors de la constitution du CNR. Mais une extrême droite qui était anti-allemande, c'est-à-dire rassembler tous ceux qui voulaient chasser les Allemands hors de France et poursuivre la libération nationale. Nous, nous voulons faire la même chose. Depuis le premier jour, depuis la constitution de l'UPR, j'ai bien précisé que nous devions faire un rassemblement au-dessus du clivage droite-gauche pour parvenir à avoir la majorité. Et je l'ai dit en me fondant notamment sur cet exemple... Alors là, j'ai parlé du CNR, mais l'exemple du référendum de 2005 où 55 % des Français ont dit non à la Constitution européenne. Sur ces 55%, 30 % venaient de la droite et de l'extrême droite, 25 % venaient de la gauche et de l'extrême gauche. C'est la raison pour laquelle on ne pourra pas sortir de l'UE ni de l'euro. C'est l'objectif même du parti politique que j'ai créé si on fait l'union des droites avec des partis comme le RN, avec Reutaillo, avec Lissner, avec Reconquête, qui ne veulent pas sortir de l'UE. Enfin c'est quand même... Un enfant de 7 ans le comprendrait, quand même. En revanche, il y a à gauche des gens qui ne veulent pas sortir de l'UE, de l'euro. Par exemple, Mélenchon, le PS. Mais il y en a qui veulent sortir. Et c'est très bien... Alors il y a des gens qui font semblant de pas comprendre, mais c'est une véritable différence de stratégie. La meilleure preuve, c'est que je suis invité partout. Je suis invité dans des médias qui sont classés à tort ou à raison à droite, voire à l'extrême droite. Et je vais régulièrement sur TV Liberté, sur Toxin, sur Omerta, sur... J'en oublie. Radio Courtoisie, etc., bon. Et qui sont classés à droite ou voire à l'extrême droite, ou chez Nicolas Stöcker sur GPTV, etc. Mais je vais aussi dans des médias, quand ils veulent bien m'inviter, qui sont classés à gauche ou à l'extrême gauche. J'ai déjà été invité plusieurs fois sur QG d'Aude Lancelin. J'ai été invité... Là, j'ai fait une très longue interview à sa demande avec George Kuzmanovitch, qui a créé République souveraine, qui est un ancien de LFI, qui s'est en rupture de LFI, qui est un souverainiste de gauche, avec lequel on a des points communs tout à fait importants. Et j'ai accordé aussi une interview à un blogueur, un influenceur, qui s'appelle Murad Gichard, à l'extrême gauche. D'ailleurs, quand il a annoncé qu'il m'invita, il y a eu - semble-t-il - des gens... Parce qu'il y a des gens qui ont toujours des a priori comme ça. Donc je pouvais pas... J'étais un fachon, mais pas du tout un fachon. Je rappelle que le ministère de l'Intérieur nous a toujours classé depuis 20 ans bientôt en divers, ni à droite, ni à gauche. Et ça se traduit dans la composition des adhérents. Tous ceux qui sont adhérents à l'UPR, tous ceux qui viendront, venez donc à l'université à Valère. Vous constaterez que nous avons d'ailleurs des intervenants qui viennent de tous les horizons politiques. Nous ne sommes pas du tout - comment dirais-je - uniquement d'un côté ou de l'autre. On n'est pas émiplégique. À chaque université, on a eu des gens qui venaient de tous les horizons, des gens qui étaient marqués à droite, des gens qui étaient marqués à gauche, etc. C'est ça, la France. C'est ça le principe. Et nos adhérents viennent d'un petit peu partout. Donc voilà. C'est pour ça. Donc je l'ai redit à des gens qui font semblant de ne pas comprendre. Bon, c'est leur problème. Mais les gens comprennent bien. Sur le terrain, les gens comprennent bien. Et d'ailleurs, de mieux en mieux. Parce que je n'ai jamais trouvé quelqu'un qui m'explique comment, en faisant l'union des droites avec des partis qui sont tous anti-sortie de l'UE, on pourra sortir de l'UE. J'aimerais qu'on explique. Voilà. C'est aussi simple que ça. Alors je l'ai dit. Et je le dis sans sacri-monie. Ce qui m'irrite un peu, c'est que je sois obligé de le dire 510 fois que je le dis. Voilà. Toutes les personnes sont les bienvenues à l'UPR. Voilà. Absolument tout le monde est bienvenu à l'UPR à condition qu'ils acceptent notre charte fondatrice, à condition qu'ils comprennent bien la philosophie de notre charte fondatrice. Et ça n'est pas pour se ranger derrière une personnalité classée très à droite et qui fait fuir une grande partie de la gauche ou réciproquement, à se mettre derrière quelqu'un qui serait très à gauche et qui ferait fuir toute une partie de la droite. C'est un exercice difficile. C'était... À Quadrigole, c'était exercé avec le Conseil national de la Résistance. Et c'est difficile, mais il y était parvenu. Et on peut y parvenir parce que la situation de la France, elle est tellement grave que c'est ça qui doit prévaloir avant toute chose. Mais les grands détenteurs de médias ne l'entendent pas de cette oreille, parce

qu'ils ont tout intérêt, eux, à faire croire que le clivage droite -gauche est le clivage de notre époque, ce qui n'est pas vrai. Le clivage de notre époque, c'est entre ceux qui sont pour la souveraineté et l'indépendance nationale d'un côté et ceux qui sont pour la fusion dans l'UE de l'autre. Voilà. C'est ça, en tout cas, ce que nous pensons. Quand on sera redevenu un pays souverain et indépendant, à ce moment-là, tout naturellement, reviendra le clivage droite -gauche. Voilà. Mais voilà. Je sais pas comment dire les choses autrement, mais les gens comprennent bien, en fait.

· Une question de Manon à présent. Quelle est votre analyse de la politique actuelle menée vis-à-vis des Outre-mer ? Quelle mesure concrète préconisez-vous pour rétablir une égalité réelle d'accès aux services essentiels, aux santé, coût de la vie pour les Français d'Outre-mer, bien cordialement ?

· Alors moi, c'est pas nouveau. J'aime beaucoup l'Outre-mer français. Voilà. J'apprécie beaucoup. C'est une partie de notre histoire. C'est une partie du charme de notre pays. C'est d'avoir gardé... Alors certains appellent ça les confettis de l'empire, des choses comme ça. Mais c'est d'avoir gardé... C'est une... Enfin qu'est-ce que serait la France sans la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane ? Ça fait partie... Je rappelle que la Guadeloupe, la Martinique sont des pays ou sont des îles. Et la Guyane, un territoire qui ont été rattachés au royaume de France... Alors de mémoire, c'est aux alentours de 1630 par là, c'est-à-dire pendant la première moitié du XVII^e siècle. C'est-à-dire que la Guadeloupe ou la Martinique sont françaises depuis plusieurs décennies avant l'île, par exemple, ou Roubaix ou Tourcoing, ou a fortiori beaucoup plus françaises avant la Savoie ou le Comté de Nice, qui ont été rattachées à la France en 1860, après l'entrevue de Napoléon III et de Cavour à Plombière, pour la France soutenant l'unification italienne derrière la maison de Savoie, derrière Victor Emmanuel de Savoie. Et voilà. Donc pareil pour l'île de la Réunion. D'ailleurs, il y a ici quelqu'un qui vient de l'île de la Réunion. Lorsque la France s'est installée à l'île de la Réunion, qui s'appelait qu'on a appelé l'île Bourbon à l'époque, c'était une île inhabitée, en fait. Voilà. Et qui était donc... Il y a eu quelques tentatives de portugais, parce que c'est un navigateur qui s'appelait Diego Mascarenhas, qui avait... Les Portugais qui avaient découvert la voie vers le Cap de Bonne-Espérance et vers l'océan Indien, qui a découvert cet archipel où il y avait la Réunion, l'île Maurice et puis l'île Rodrigue, aujourd'hui qui s'appelle l'île Rodrigue, qui fait partie de la République de Maurice. On a appelé ces îles les îles Mascarenhas. Mais c'était des îles à peu près inhabitées. Et les Français se sont installés dans cette île. Ils ont appelé l'île Bourbon. Ils ont assassiné jusqu'au dernier le Dodo, qui était un animal qui ressemblait à une espèce de gigantesque gros canard, etc. Paraît-il. L'enchaîn était très bon. Mais c'est une île qui est française depuis 1630 et quelque. Voilà. Souris-cholieux. Pareil pour même la Nouvelle-Calédonie. La Nouvelle-Calédonie a été rattachée à la France par la prise d'opposition à Ballade en 1853 par l'amiral Février des Pointes. En 1853, c'est sous Napoléon III. Donc c'est 7 ans avant le rattachement de Nice, de la Savoie, du comté de Nice à la France. Alors ça, c'est du point de vue historique. Du point de vue symbolique... Bon, voilà. Comme je l'ai dit, qu'est-ce que serait la France sans les Antilles françaises, sans la Guyane française, sans notre présence dans l'océan Indien, sans notre présence dans le Pacifique Sud ? J'ai parlé de la Nouvelle-Calédonie. Je vais dire un mot. L'un des plus grands fleurons pour la France, c'est Tahiti et tout ce qui entoure Tahiti, qui a été découvert par Wallis, un Britannique. Puis ensuite, il y a Bougainville, envoyé par Louis XVI, qui a fait relâche à Papeete à Tahiti, suivi un an après par le capitaine Cook, qui était anglais. Et puis bon, je suis pas là pour parler de l'histoire de Tahiti, mais qui est tout à fait intéressant. Enfin bref. Au total, après une friction assez forte entre la France et le Royaume-Uni, notamment entre... Les gouvernements, c'était entre... Du temps de Louis-Philippe, finalement, Tahiti, les établissements français d'Océanie, la reine Victoriella et le Premier ministre de la reine Victoriella de l'époque - je crois que ça, d'elle - d'Israéli, ont donné leur accord pour qu'on laisse tomber l'incident Pritchard. Pritchard, c'était un Britannique qui avait contribué à évangéliser au nom des sociétés missionnaires protestantes une partie de ces îles, ce qui a donné le nom des îles de la société. Finalement, les Britanniques ont dit «

Allez, OK, on vous laisse », parce que finalement, ça les intéressait pas beaucoup, parce qu'à l'époque, eux, ils cherchaient d'avoir des ports qui permettaient de rallier l'Australie à la Californie. Voilà. Donc il y a un port entre Port Jackson, qui était le nom de Sydney. Il fallait faire escale entre temps. Donc la meilleure escale, c'était les îles Fidji avec le port de Souva, qui était un port assez naturel. Et puis après, les îles Hawaii et puis la Californie, ou même directement la Polynésie étaient à l'écart. Donc ça les a pas intéressés. Donc tout ça, c'est arrivé en France. Et vous savez que dans notre imaginaire collectif, la Polynésie, il y a le voyage de Bouillainville, il y a Diderot qui a fait un supplément au voyage de Bouillainville. Et donc ça fait 250 ans que le mythe de la Vainée, le mythe de la Polynésie française, etc., ça a inspiré Gourguen, Gerbeau, Paul -Émile Victor, etc., etc. Donc tout ça, c'est l'outre-mer français. J'ai oublié de préciser déjà un petit mot gentil pour Wallis et Futuna et pour nos compatriotes de Saint-Pierre et Émiclan. Ça fait partie de notre patrimoine. Et moi, je suis très attentif à ça. Ça, c'est le premier point. Le deuxième point, c'est que l'outre-mer français n'est pas bien traité par rapport à ce qu'il devrait, à mon avis, être traité. Voilà. Quand on va... Je l'ai déjà dit. Quand on va en Guyane française et qu'on veut aller à Maripassoulat, qui est tout à fait au sud, la plus grande commune de France, soit-il, en passant en superficie, qui est frontalière du Suriname à travers le Maroni, on ne peut pas aller à Maripassoulat en voiture. La seule possibilité, c'est de prendre l'avion, parce qu'à la forêt équatoriale, on n'a toujours pas construit de route. Après 4 siècles de présence en Guyane, on n'a toujours pas construit de route pour aller. C'est quand même incroyable. Et on manque d'infrastructures considérables en matière d'école, en matière... Ça n'est pas normal. Voilà. De la même façon qu'en Nouvelle-Calédonie, il y a de très gros efforts qui ont été faits en Nouvelle-Calédonie. Il faut quand même le reconnaître depuis les accords de Matignon. Il y a quand même de vrais efforts avec une promotion justement de la culture canaque, de nos compatriotes canaques, avec les créations des provinces et des exécutifs provinciaux qui ont été bienvenus. Mais il y a actuellement des irrédentismes en Nouvelle-Calédonie, malgré 3 référendums qui ont été faits, conformément aux accords de Matignon. Les 3 référendums ont donné 3 fois un nom à l'indépendance. Quand je vois que M. Mélenchon dit qu'il va donner l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie, ça veut dire que M. Mélenchon se torche avec la Constitution française et avec le vote des calédoniens. J'ai déjà expliqué que le dossier caléneur... J'ai lu faire une vidéo là-dessus. C'est un dossier compliqué. C'est une vue de l'esprit. Ça ne correspond absolument pas à la réalité de croire qu'il y aurait d'un côté les blancs ou des noirs. C'est beaucoup plus compliqué que ça. Vous avez des strates de colonisation. Vous avez un peuple très diversifié. Les caldoches... Il y a des Français venus de métropole dès le XIXe siècle, notamment après la commune, qui ont fait souche. Vous avez des métropolitains qui sont venus récemment. Vous avez effectivement des canacs qui sont morcelés en toute une série de tribus dont certaines sont maîtresses des terres, sont au sommet de la hiérarchie coutumière, alors que d'autres sont ce que l'on appelle plus uniquement les clans garde-manger. Il y a chez les canacs des clans qui sont anti-indépendantistes et qui veulent que la France reste là pour maintenir la paix civile entre les tribus canacs. Ça existe aussi. De la même façon qu'il y a des caldoches qui sont pro-indépendantistes. Donc la situation, c'est pas énorme. Je suis d'accord. Mais la situation est plus complexe. C'est à vous ajouter à ça la présence de ressortissants venus d'Indochine après l'après-1954, venus de Wallis et Futuna, venus de Polynésie, venus d'etc., venus d'Indonésie. Vous avez une espèce de melting pot qui nécessite certainement beaucoup plus d'investissement. Voilà. Et parmi tous les projets que j'avais faits, que j'avais dit qui sont dans mon programme, d'abord, il faut arrêter l'impasse institutionnelle. Il faut s'est acter maintenant. On va pas faire 57 référendums jusqu'à ce qu'il y en ait un qui dise qu'ils veulent l'indépendance. Ça, c'est plus de la démocratie, ça. Donc il faut que la France, conformément aux souhaits de ses habitants, sachant que par ailleurs, le corélectorat avait été... On lui avait enlevé justement une partie significative des Français d'origine métropolitaine qui sont installés depuis · je sais plus combien · moins de 20 ans pour qu'ils ne votent pas. Donc la réalité sociologique de la Nouvelle-Cadillerie, c'est qu'il y a une large majorité anti

-indépendantiste. Mais il faut faire plus. Il faut absolument développer... Pour la Nouvelle -Cadillerie, c'est vrai pour tous les domtoms d'ailleurs, développer les relations avec la mère patrie. Dans mon programme, par exemple, j'avais proposé plein de choses. Développer des plans d'investissement, développer un abaissement du prix de la dessert aérienne. Ça existe déjà. Déjà, des efforts ont été faits avec des compagnies comme AeroStral pour une réunion ou Air Calin pour la Nouvelle -Cadillerie, ou Air Tahiti Nui pour la Polynésie. Il faut aller plus loin. Il faut favoriser les relations entre la métropole et ses territoires. Et dans les deux sens. Il faut favoriser les échanges scolaires. Voilà. Moi, ce que j'avais proposé... Mais ça coûte pas des sommes mi -rebollantes. Quand on voit les milliards que l'on envoie aux régimes néonazis de Zelensky, mais occupons -nous de nous, plutôt que des milliards aux régimes néonazis de Zelensky, envoyons quelques dizaines de millions d'euros pour améliorer la situation en Guadeloupe, avec notamment les sargasses, avec cet envahissement des algues, pour corriger les erreurs et dédommager · c'est le mot que je cherchais · les victimes du chlordécone, qui sont un insecticide qui a fait des ravages dans les plantations de canassus, etc. Il y a des vrais sujets dans les Antilles. Améliorons la décorté, améliorons le niveau de vie, améliorons le système aussi de la... de l'octroi de mer, qui est un système qui protège les productions locales, parce que s'il n'y a pas d'octroi de mer, on détruit les productions locales. Mais il faut pas que ça soit au détriment. Il faut qu'il y ait des subventions pour améliorer le quotidien des gens, parce qu'effectivement, parfois, le niveau de vie est très très élevé. Et puis donc favorisons les échanges scolaires, qu'il y ait des enfants... Ça commencerait à partir de · je sais pas · des collégiens, des lycéens qu'on échange, des lycéens de Mont -de -Marsan qui aillent passer 3 mois au lycée dans un lycée à Nouméa, en Nouvelle -Calédonie, que ce soit des collégiens de Maurea ou de Bora -Bora qui viennent passer 3 semaines ou 3 mois en France métropolitaine dans un collège à Havane ou bien à... Je ne sais pas moins... Ou à Besançon. Voilà. Également une meilleure présence dans les médias. Bon. Je suis scandalisé quand tous les médias français... Tous les jours, tous les jours, tous les jours, il est question des États -Unis d'Amérique, comme si nous étions une véritable colonie. Moi, j'en ai ras -le -bol. Voilà. Je ne dis pas qu'il faut pas qu'on parle des États -Unis. Mais pas tous les jours. Pas tous les jours, il y a des informations venant des États -Unis. En revanche, j'aimerais qu'il y ait beaucoup plus de présence de l'outre -mer français et de ses problématiques, parce que c'est tout à fait passionnant. La France est une puissance d'Amérique latine, de l'Arc Caraïbe et de la Marée du Sud. La Guyane représente à elle seule... Je sais plus combien, mais c'est un 6e de la surface de la France métropolitaine. La France, elle est autant sud -américaine que la Turquie est européenne par le morceau de la Turquie d'Europe du côté d'Andre Nope. Bon. C'est quelque chose à savoir. On pourrait d'ailleurs demander... On pourrait demander de faire partie du Mercosur. Voilà. Notre présence dans le Pacifique Sud est extrêmement importante. C'est l'océan du XXIe siècle. C'est bordé par les plus grandes puissances de notre époque, les États -Unis d'Amérique, bien sûr, mais aussi l'Australie et aussi toute l'Asie du Sud -Est, et puis le Japon, la Corée, le géant chinois. Tout le monde sait que si on donne l'indépendance · comme veut le faire M. Mélenchon · contre la volonté des habitants à la Nouvelle -Calédonie, ça restera pas indépendant longtemps. Ça sera pris en main immédiatement sans doute par des mafias internationales. Et vous aurez soit les États -Unis, soit l'Australie, soit la Chine qui viendront mettre leur nez là -dedans. Il y a pas loin de la Nouvelle -Calédonie les îles Salomon, Solomon Islands, qui viennent décider d'ouvrir une base militaire chinoise, évidemment que Pékin finance aux grandes dames des Australiens et des Américains. Donc la France, elle doit absolument rester présente là, parce que finalement, il vaut mieux, je pense, faire partie de la République française que d'être placée sous l'autorité d'Australiens ou de Chinois. Parce que je pense que... Mais ça ne veut pas dire pour autant qu'ils ne devront pas faire des efforts. Voilà tout ce que je voulais dire. J'en parle avec beaucoup de chaleur, parce que c'est vraiment un sujet qui m'est cher. C'est vraiment important pour la France, pour l'image qu'elle a, pour le rayonnement qu'elle a. Et quand on a 3 territoires comme Wallis et Futuna, et surtout la Nouvelle -Calédonie, et la Polynésie, qui font d

'ailleurs de la France le premier ou le deuxième... Ça dépend des calculs. Domaine de zone économique exclusive devant les États -Unis grâce à la Convention de Monté -Gaubais de 1982 sur le droit de la mer. On laisse pas tomber des atouts pareils. Enfin c'est délirant. Voilà. Donc c'est très important. Et quand je vois comment la France dilapide son argent pour donner des milliards et des milliards à des milliards d'euros via l'UE, à des pays de l'Est qui ne nous en sont en aucun cas reconnaissants, moi, j'ai dit « Occupons -nous d'abord de nos propres affaires et d'abord redressons le niveau de vie des Français quels qu'ils soient ». Voilà.

· Bonjour, M. le Président. Vous dit Hugo. « Face à la hausse du pétrole, le gouvernement explique qu'une baisse des taxes sur les carburants entraînerait une perte importante de recette fiscale. Pourtant, il pourrait tout à fait décider de plafonner ces taxes à environ 0,88 ¢ par litre, soit ce qu'il percevait lorsque le diesel coûtait 1,60 ¢. Les taxes conserveraient ainsi la même recette par litre. Ne s'agirait-il donc pas plutôt d'un manque à gagner que d'une véritable perte ? Qu'en pensez -vous cordialement ?

» · Il a parfaitement raison. C'est pas une perte. Effectivement, c'est un manque à gagner. Voilà. C'est effectivement... Si on applique la formule habituelle, à partir du moment où le prix augmente du gazole, des hydrocarbures, l'État augmente ses recettes. Voilà. D'ailleurs, c'est pas nouveau. Il y avait la taxe flottante sur les produits pétroliers qui permettait d'amortir les accouts conjoncturels sur le prix des hydrocarbures. Parce que ça, c'est quelque chose... Quand je dis par exemple que nous, on sortira de l'euro, il y a des gens qui disent « On a des comptes. Une euro, on va perdre 80 % de ça ». Alors déjà, calmons -nous. Si on sort de l'euro, si on recrée le franc, le franc perdra à peu près... Ça, on le sait, à peu près à partir du solde négatif dans le système Target2 de la valence des paiements courants à l'intérieur des pays de la zone euro, le franc nouveau devrait perdre à peu près 15 % par rapport au cours pivot de l'euro actuel vis -à -vis du dollar. Voilà. En gros, c'est ça. Ça veut dire que mécaniquement, les hydrocarbures, si on sort de l'euro et qu'on recrée le franc, on devrait nous coûter mécaniquement à peu près 15 % plus cher en matière brute. Mais le prix de la matière brute n'est qu'une des parties du problème, parce qu'après, il y a le raffinage, il y a l'extraction, le raffinage, la distribution, et puis le transport, et puis au bout du compte, les taxes. Et on peut très bien imaginer que... Vous imaginez, il y a des gens qui disent qu'il y a plus d'écrits, mais là, c'est bien plus que 15%. On a déjà vu des hausses beaucoup plus ératiques, beaucoup plus vives, fortes dans un sens ou dans l'autre depuis que l'euro a été créé. Donc ce que nous, nous ferons, c'est que nous instaurerons un système qui permette d'éviter les accous et d'éviter justement qu'en augmentant ou en baissant les taxes... C'est finalement, si j'ai bien compris, le raisonnement tout à fait judicieux de cet internaute qui consiste à dire « On va se contenter du matelas qu'on avait. On baisse les taxes pour que le consommateur finalement ne soit pas pénalisé, en fait, par rapport... Sinon, on va augmenter les taxes bien davantage ». Donc ça, c'est un point vraiment qui est important. Je rappelle aussi que le prix de l'essence, le prix de l'énergie, nous, nous allons le diminuer drastiquement, puisqu'en sortant de l'UE, évidemment, nous sortirons du marché européen de l'énergie. Et nous n'aurons plus rien à faire. Des injonctions sur l'établissement de force, le saccage général de tous les paysages avec l'éolien, puisque ça, c'est l'objectif fixé par la Commission européenne d'avoir · j'ai pu combien · 45 % ou 50 % d'énergie renouvelable. Et nous, nous reviendrons benoîtement sur le nucléaire en essayant de développer d'ailleurs des technologies beaucoup plus compétitives, en renouant d'ailleurs les meilleurs contacts possibles avec nos partenaires chinois. Je rappelle que la coopération franco -chinoise en matière nucléaire... J'en sais quelque chose. J'avais participé aux négociations pour la construction de la centrale nucléaire de Dai -Abei 2 sur la côte chinoise au nord de Hong Kong. Normalement, ils n'attendent que nous, les Chinois. Les Chinois font des progrès de géants sur la fusion nucléaire ou sur des centrales nucléaires qui sont éventuellement au thorium, des choses comme ça. On a plein de choses à faire. Mais il faut d'abord revenir aux fondamentaux. Les fondamentaux, c'est que nos

aïeux ont conçu pour le peuple français un système de production électronucléaire qui était à la fois extrêmement stable, extrêmement fiable et de relativement bon marché. Le racket auquel nous sommes soumis à cause de notre appartenance à l'UE, a un des énièmes scandales. Donc loin d'en pâtir, si nous sortons de l'UE, les premières choses que nous prendrons, c'est de diminuer la facture de l'énergie, ce qui est fondamental d'ailleurs aussi au passage pour l'économie, parce que l'énergie, c'est aussi du PIB, si j'ose dire.

· Allez, nous allons en Guyane. C'est une question de Stéphane de Guyane. Bonjour, M. Asselineau. J'ai écouté votre interview diffusée cette semaine, interrogé sur votre souhait d'élargir la liberté d'expression en France, en vous inspirant notamment du modèle américain. Vous avez été confronté à l'exemple de manifestations avec des drapeaux nazis. À la question de savoir si vous accepteriez cela en France, vous avez répondu « pourquoi pas » et indiqué que cela ne vous choquait pas. Cette séquence très courte me semble méritée d'être développée, car isolée de votre raisonnement général, elle peut donner lieu à une interprétation caricaturale de votre position. Pourriez-vous nous expliquer pourquoi vous souhaitez précisément vous inspirer du modèle américain en matière de liberté d'expression, en quoi le cadre juridique français actuel vous paraît-il insatisfaisant ? ans. Et si vous souhaitez en élargir les limites, où fixeriez-vous les nouvelles ?

Écoutez, moi, je trouve que la France file un très mauvais coton. C'est -à -dire que chaque mois qui passe, on réduit notre liberté d'expression. Voilà. Dans tous les domaines, notamment avec l'UE, avec le IWALET, avec le DSA, avec le CHI, avec le SA. Dans tous les domaines, maintenant, c'est les moins de 15 ans. Donc il y a une volonté d'étouffer. Et donc moi, je me dis... Mais finalement, pourquoi est-ce que les Français n'ont pas droit à la même chose que le premier amendement des États-Unis de la Constitution, qui a été fait très rapidement après l'adoption de la Constitution américaine, qui garantit la totale liberté d'expression ? Je sais pas. On nous chante les louanges matin, midi, soir et la nuit, 365 jours par an, 366 années bissextiles sur le modèle américain. Et pourquoi on n'aurait pas finalement de temps en temps... Parce que dans certains cas, les États-Unis ont un modèle à nous donner. Pourquoi est-ce que finalement, on n'aurait pas l'équivalent de l'amendement du premier amendement à la Constitution américaine ? On juge que les Français sont des êtres immatures et qu'on ne doit pas leur donner la même liberté qu'aux Américains ? Il faut expliquer. Alors je veux bien débattre. Alors évidemment, j'avais dit ça. C'était - je crois - Seymoura de Guichat qui a dit... Mais alors s'il y a des drapeaux nazis, eh ben j'ai dit... Eh ben il y aura des drapeaux nazis. Mais enfin, lorsqu'on voit des drapeaux nazis qui sont brandis en Ukraine et que l'on finance à dizaines de milliards le régime ukrainien de Zelensky, où on voit des drapeaux nazis dans les manifestations, tout le monde trouve ça très bien. Et puis en plus de ça, c'est toujours la réduction à Dittliam, c'est toujours le point Godwin. La liberté d'expression, c'est pas uniquement les drapeaux nazis. D'ailleurs, je crois pas qu'aux États-Unis, on voit des pléthores de manifestations qui aient des illuminés, qui sortent un drapeau nazi. Oui, très bien. Enfin très bien, très mal. Vous savez, il y a ce qu'on appelle le point... Il y a d'une part le point Godwin. Il y a aussi les festræsandes. Parce qu'à force de censurer, vous attirez l'attention des gens sur quelque chose sur lequel les gens n'attirent pas leur attention. Nous, en ce moment, on se porte très bien, parce qu'il y a de plus en plus de Français qui constatent qu'il y a quand même un candidat dont la chaîne du Parti politique UPR TV est la plus regardée de tous les partis politiques français. Et si on y a la chaîne personnelle, nous sommes les deuxièmes - j'ai déjà eu l'occasion de le montrer, je crois - qui est jamais invité. Donc évidemment, ça se sait par le bouche à oreille. De plus en plus de gens viennent nous regarder. La censure, elle attire l'attention sur l'objet censuré. Ça, c'est le premier point. Deuxièmement, je rappelle qu'en France, on a quand même des lois. Et donc si par exemple, il y a des gens qui tiennent des propos néonazis, racistes, antisémites, etc., ils peuvent tomber sur le coup de la loi, notamment d'incitation à la haine raciale, d'incitation à l'antisémitisme. On a un arsenal de lois sur ces sujets. Mais le problème, c'est qu'en sortant le coup du drapeau nazé, on tait l'essentiel.

L'essentiel, c'est que nos libertés publiques sont de plus en plus bafouées. Regardez ce qui s'est passé avec le réseau X, d'ailleurs. Alors on a vu, d'ailleurs · c'est très intéressant, ce qui se passe sur Twitter · parce que · rappelez -vous · il y a eu un mouvement il y a 2, 3 ans, là, peut-être un peu plus de 2 ans, où d'un seul coup, tout le monde se pinçait le nez comme ça en disant « C'était affreux ». Il fallait que tout le monde devait quitter Twitter. Alors vous avez des gens comme Annie Dalgoux qui a quitté Twitter. Elle pensait que ça allait être une révolution planétaire parce qu'elle n'était plus sur Twitter. En fait, je crois que... En fait, tout le monde s'en fout, quoi. Bon. Avec ces qualités, ces défauts, bien sûr, comme toutes les plateformes sur Internet, c'est un fantastique espace de liberté, d'expression. Et c'est aussi quelque chose... Surtout que maintenant, il y a les notes de la communauté qu'assayent asusieusement une autre mosque à ajouter, qui permettent de contredire les choses. T'sais que si vous racontez des carabistouilles sur Twitter, vous avez maintenant un système qui permet... Tout le monde peut intervenir en disant « Non, non, ça, c'est faux, ça, c'est faux, ça, c'est faux ». Tout ça, c'est un processus qui est en cours d'élaboration. Mais c'est une espèce d'agora planétaire où les gens peuvent s'exprimer. Et en définitive, la vérité... Moi, je crois qu'il ne faut jamais avoir peur de la vérité. La vérité, elle est là et elle convainc les gens. Ce qui est le pire, c'est d'avoir un système qui... Parce que à partir du moment où vous commencez à édicter des vérités d'État... C'est terminé. D'ailleurs, de proche en proche, on voit bien que... Certains appellent ça la fenêtre d'Oberton. Vous connaissez ? C'est -à -dire que ce qui est d'ici se réduit comme peau de chagrin. Il y a des quantités de trucs. Maintenant, aujourd'hui, à notre époque en France, si vous commencez à dire que c'est pas la Russie qui a commencé à envahir l'Ukraine, c'est factuellement vrai en 2022. Mais auparavant, il y a eu quand même tout ce qui s'est passé depuis 1991, qu'entre 1991 et 2014, c'est -à -dire que pendant la bagatelle de 23 ans, l'Ukraine et la Russie s'entendaient très bien finalement, dans la mesure où les dirigeants ukrainiens avaient passé un accord pour céder sous forme d'un location à baille amphithéotique la base de Sébastopol en Crimée à l'armée russe, dans la mesure où le dirigeant à Kiev, les dirigeants, faisaient attention quand même à ne pas trop vexer l'ourcerus. Ça se passait correctement, de la même façon que... Au Canada, enfin en ce moment, le Canada, le torchon brûle, justement. Mais enfin en règle générale, les dirigeants mexicains, canadiens, etc., ils font quand même attention à ne pas trop provoquer leurs grands voisins des États-Unis d'Amérique. Donc voilà. Donc dire ce que je viens de dire, rappeler que l'Ukraine, devenue indépendante en 1991 pendant 23 ans, et ça se passait bien... D'ailleurs, Vladimir Poutine était reçu en grande pompe par Jacques Chirac, qui lui a remis la grand croix de la Légion d'honneur, ensuite par Sarkozy, ensuite par François Hollande, ensuite par Macron. Macron, qui l'a invité au Château de Versailles, et puis à Brégançon. Il suffit d'aller regarder sur Internet. Vous avez toutes les photos. Et qu'est-ce qui s'est passé d'un second ? On découvre que Poutine serait Adolf Hitler. Non. Il s'est peut-être passé quelque chose entre temps, quand même. Ce qui s'est passé entre temps, c'est la révolution du Maïdan, pilotée par la CIA, pilotée par Mme Victorienne Neland, sous -secrétaire d'État aux États-Unis, avec l'objectif · je vous renvoie à une vidéo que j'ai faite, une conférence que j'ai faite, ou un dialogue franco -russe · qui n'a jamais été démenti, parce que j'avais toutes les preuves que j'ai apportées sur la table, que le projet américain est de démembrer la Russie. Mme Victorienne Neland l'avait même explicité en disant que c'est un pays beaucoup trop grand. Donc l'objectif, c'était de démembrer la Russie, d'abord en prenant le pied, en chassant le président normalement élu à Kiev, en prenant le pied avec donc des dirigeants acquis aux États-Unis d'Amérique. Et dès que ça a été acquis, la CIA, il y a eu toute une série d'avant -postes qui ont été mises le long de la frontière russe. Bon. Et ensuite a commencé le martyr des populations russophones et russophiles d'origine russe qu'il y a dans le Donbass. Et en crimée. Quand même ça, il y a la mémoire des syndicats Odessa, la peuple martyrisée, en fait. Tout ça est gommé de l'histoire comme si ça n'était pas vrai. Mais c'est un mensonge. Lorsque vous avez tout le monde... Vous avez depuis Bardella · je sais pas s'il existe encore · enfin il avait déjeuné avec Zelensky jusqu'à Mélenchon, tous communis dans une fake news

qui serait que d'un seul coup, Vladimir Poutine se serait transformé brutalement en Adolf Hitler, en vouloir conquérir toute l'Europe. Mais c'est une histoire de dingue. Jamais la Russie n'a dit comme but de guerre de vouloir conquérir toute l'Europe, ni même toute l'Ukraine. Alors je sais qu'il y a des gens qui aussitôt vont dire « Ça y est, il reçoit des valises de Poutine. C'est un Poutine au l'âge. C'est honteux, scandaleux ». Et là, on tombe sur ce qui est devenu la France. C'est -à -dire qu'un débat qui normalement devrait être un débat serein où les gens apporteraient chacun leurs preuves, maintenant fait l'objet d'anathèmes, de fatois. On fulmine des excommunications. Enfin c'est un climat absolument délétère, qui est un climat de type McCarthy. C'est contre ça qu'il faut lutter. Il faut rétablir en France les libertés publiques.

· Nous allons parler du Loup. Le retour du Loup en France est de plus en plus sujet à débat. Seriez-vous favorable à son éradication complète compte tenu qu'il serait selon certains protégé par la Commission européenne ? Demande Thierry.

· Ça fait partie... C'est comme précédemment. La France est toute une série de sujets... On n'a pas le droit d'en parler. Quand vous allez dans des départements alpins ou même pas alpins, d'ailleurs, en départements ruraux, de plus en plus, où il y a des loups, en règle générale, les éleveurs, ceux qui ont des chèvres · c'est comme la chèvre de M. Seguin ·, les agriculteurs ne sont pas ravis d'avoir des loups. Voilà. par avis. Et il y a des prédatons qui sont faites ici ou là. Mais si jamais vous commencez à parler de ça, vous êtes traînés au... Alors décompte, là, au cours des quelques minutes qui viennent de s'écouler, j'ai montré que les distances que je voulais qu'on prenne avec l'implantation d'éoliennes à travers toute l'Europe occident, on est en train de ravager les paysages et de saccager d'ailleurs au passage des territoires, parce qu'après, quand vous avez un stade, il y a une éolienne pour débarrasser le truc de tout ce qu'il y a. Il faut les enfouir. Il y a des terres rares, il y a des mires. Enfin c'est atroce, en fait. En plus, ça tue les oiseaux. Ça fait du bruit infernal pour les voisins. Mais si vous commencez à dire que c'est peut-être pas une solution optimale, aussitôt, vous êtes meurs... Et tout est comme ça en France. Ce ne sont que des débats où l'on demande aux gens non pas de réfléchir, mais d'acquiescer à une idée qui leur est imposée. Voilà. Mais les loups, c'est pareil. Moi, je pense que face à ça · vous savez ce que je pense depuis des années ·, il faut proposer aux Français que c'est un événement sur le français de décider. Notre Constitution le dit. La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par l'exercice du référendum. Voilà. Aucune section du peuple et nul individu ne peut s'en attribuer l'exercice. Voilà. Je l'ai déjà dit. Donc dans ce genre de situation, je pense que c'est finalement au français de trancher ce qu'ils veulent. Voilà. C'est aussi simple que ça. Donc je suis très favorable. J'en profite pour le redire ici. Non seulement très favorable, mais je l'ai risqué depuis 2012. C'est dans le programme de l'UPR. À l'époque, on appelait ça le référendum d'initiative populaire. C'est le référendum d'initiative citoyenne avec une vérification qu'il y a quand même un quota à vérifier par le dépôt de la... Que les gens qui veulent ce référendum déposent une demande officielle où on peut vérifier leur identité, bien entendu, et qui serait fixée, je ne sais pas, par exemple. Faut pas que le seuil soit trop bas. Faut pas qu'il y ait des référendums tous les jours. Il faut pas non plus que ce soit devenu rarissime. Aujourd'hui, ça fait... En France, il n'y a plus de référendums depuis 21 ans. C'est honteux. C'est absolument honteux depuis 2005, parce qu'ils ont peur. Ils ont peur justement de cette fongibilité des électors de droite et de gauche pour chasser ce qui est l'UPR. Donc il n'y a pas plus de référendums en France depuis 21 ans qu'il y a des missions consacrées au Frexit, à Asselineau ou à l'UPR, parce que tout ça, ça empêche de dominer le peuple français en rond. Moi, je suis favorable à ce qu'il y ait des référendums. Alors on faudrait fixer · je ne sais pas ·, mettons, 700 000, 800 000, 1 million de signatures. C'est faisable. Si vous avez déjà 900 000 ou 1 million de signatures, il doit y avoir 47 millions d'électeurs en France. 47 millions, c'est 4 770 000. Donc ça ferait 940 000. 940 000, ça ferait 2 % du corps électoral. C'est bien que 2 % du corps électoral signe pour avoir un référendum. Et puis on fait un référendum sur des sujets que je souhaite les Français.

Ou alors on dit non. Les Français... Voilà. Il ne faut pas l'amendement numéro 1, parce que les Français ne sont pas matures. Le pays des droits de l'homme, la France n'est pas mature pour avoir la liberté d'expression comme les Américains. Non, non. C'est pas bien pour nous. Pas de référendum, parce que les Français ne sont pas matures, n'ont pas le droit de décider comme le font nos amis suisses par dévotion. Donc voilà. Il faut choisir l'un ou l'autre, en fait. Moi, j'ai choisi.

Une longue question de Anissa Abdu. Bonsoir, bonjour, bonsoir de Halifax, Nouvelle -Écosse, Canada. Sylvain Durif, comique d'Internet, personnage au propos Lou Foc, sans intérêt politique, a annoncé sa candidature pour 2027. 20minutes .fr, Le Figaro, Auto Plus, RTL, La Dépêche, L'Indépendant, Sud Radio, etc. font des articles et font écho à ce personnage à propos de sa candidature. Et vous ? Rien du tout. Que se passe -t -il en France ? Allez -vous faire une conférence de presse ? Merci.

· Il se passe ce que je cesse d'expliquer. Il y a des gens qui disent « Ça y est, il est encore en train de se plaindre ». C'est normal, puisqu'on sait depuis maintenant des décennies... Ça a été mis à jour par les politologues venus des États -Unis et autres qu'il y a une corrélation très forte entre l'exposition médiatique dans les grands médias et les résultats dans les urnes. Donc si on vous invisibilise... On n'a pas encore découvert de sociétés démocratiques où les gens vont voter pour quelqu'un qu'ils n'ont jamais vu. Ça n'existe pas. Alors heureusement, on a quand même... Il y a toujours la thématique de l'armée du bouclier. C'est que les réseaux sociaux se développent de plus en plus et captent de plus en plus de public. Et les médias mainstream, en revanche, dégringolent. Mais on est encore entre deux mondes. Et effectivement... Mais tout ça, je l'ai déjà expliqué. Il y a une volonté délibérée d'enfumer la population. Il est très important pour le système de faire croire que vous avez une poignée de candidats sérieux, ceux que le MEDEF a présélectionnés. Et puis pour faire croire qu'on est en démocratie et pour justifier qu'il y a des candidats dont on ne parle jamais, alors il y a une espèce de floraison comme ça... Mais on l'a vu tous les 5 ans, c'est la même chose. De floraison de pseudo -candidature. Voilà. Des gens qui annoncent qu'ils sont candidats. Effectivement, pourquoi M. Sylvain Durif, qui n'a aucun parti politique, qui est un fantaisiste, qui n'aura évidemment jamais ses 500 parrainages, qui ne doit même pas les chercher d'ailleurs ? Et les journalistes le savent parfaitement. Pourquoi le font -ils mousser ? Pourquoi me cachent -ils moi et l'UPR et tous les gens en France qui veulent le franchir ? Eh ben poser la question, c'est y répondre. Voilà. Ils ont tellement peur de notre progression qu'ils en sont réduits à nier notre existence. Voilà. Mais tout ceci a un coût que j'expliquerai dans une autre vidéo, parce que ça a des conséquences, comme je le disais tout à l'heure. Voilà. Les conséquences... D'ailleurs, on en a vu une des conséquences. Il y a un article de journal · je ne sais plus si j'en parlais déjà tout à l'heure · sorti dans le Figaro, je crois, qui montre qu'on n'a jamais vu une situation comme actuellement où les candidats officiels... Quand je dis les candidats officiels, je mets dedans Mélenchon et Mme Le Pen, qui sont promus comme des candidats de l'opposition officielle à condition que, ce qu'ils respectent scrupuleusement, ils restent dans l'UE et dans l'euro. Ça, c'est bien sûr. Sinon, c'est le traitement à ce lien. Mais donc... Ou alors, il y a un petit traitement un peu spécial. Ce sont les gens, suivez mon regard, qui disent qu'ils sont pour le Frexit, mais qui disent qu'ils vont faire l'union des droites avec le pâté de cheval et d'alouette. Vous connaissez cette recette. Un pâté de cheval et d'alouette qui est fait avec un cheval et une alouette. Voilà. Donc des Frexiteurs qui veulent l'union des droites avec un cheval anti -UE qui refuse le Frexit, le RN reconquête, Mme... Comment elle s'appelle ? Mme Marion Maréchal, Retailleau, tout ça. Voilà. Et puis une alouette qui, elle, voudrait le Frexit ou une version succès d'année. Mais à part ça, donc, vous avez des médias qui sont là pour entretenir le flou artistique. C'était déjà arrivé en 2016. Rappelez -vous. En 2016, tout au long de l'année 2016, il n'en avait été qu'est -ce qu'il y a eu une question que pour Montebourg. Montebourg par -ci, Montebourg par -là, voilà. Il avait eu 5 % de temps de parole selon les calculs du CSA. Moi, j'avais 0,00. 5%. Et j'avais dit à des journalistes · je vous rappelle, c'était il y a 10 ans jour pour jour · en

septembre, j 'avais rencontré des journalistes. J 'avais dit « Mais arrêtez de parler de Montebourg. Il ne cherche pas ses parrainages. Renseignez... Comment vous pouvez le voir ? » Bah renseignez -vous. Faites votre boulot. Les journalistes devraient faire leur boulot. Allez regarder qui est -ce qui est sur le terrain. Voilà. Mais moi, j 'ai dit en quoi ? Bah moi, on m 'avait occulté. Le dette est de sorte que lorsque j 'ai eu mes parrainages, il restait plus que 4 semaines. Voilà. Et donc j 'ai eu 0 ,8 % du temps de parole. Donc c 'est absolument délibéré. Et Montebourg, aujourd 'hui, est remplacé par d 'autres personnalités que l 'on invite très généreusement, dont on attend d 'ailleurs toujours le programme, et qui, en réalité, ne cherchent pas leurs parrainages. Alors parfois, ça déconne les aspects comiques comme M. Durif. Mais tout ça est très très très bien calculé. C 'est pas par hasard. Voilà. Alors la plupart des journalistes me sont adhérents à mon compte Twitter. Ils me suivent très bien.

· Dernière question, celle de Pierre. « Bonjour, M. Asselineau. Quelles sont les 3 personnalités françaises que vous trouvez les plus passionnantes, sans compter le général de Gaulle, pour qui nous savons que vous avez une grande admiration ?

» C 'est tellement compliqué, ce genre de question. Dans quel domaine ? Si c 'est dans le domaine de la musique, de la littérature, de la théologie, de la philosophie, de l 'art de gouverner... C 'est quand même extrêmement difficile à... · À votre choix. · À mon choix. Oui. Mais là, vous me prenez de court. Vous me prenez de court. Alors on va parler peut -être de ceux qui ont fait la France, puisque c 'est quand même... On est quand même un parti politique. Ça me chiffonne un peu, parce que j 'aurais voulu parler... d 'intellectuels, d 'universitaires, de sportifs aussi. Il y en a qui sont extraordinaires. Mais si on se limite à l 'histoire de France stricto sensu, qui est -ce qu 'on pourrait mettre parmi ceux qui ont contribué à l 'histoire de notre pays ? Bon, c 'est des banalités que je vais dire. Mais c 'est d 'ailleurs à la limite du personnage réel ou de la légende. Mais il y a quand même le baptême de Clovis, Clovis Clauvegg, qui est un franc, un franken Clauvegg, qui a triomphé de ce qui est resté de l 'armée romaine défaite... On est au Ve siècle après Jésus -Christ. Et il y avait un Romain qui continue à occuper une partie du territoire français du côté de Soissons qui s 'appelait Siagrius. Et les frankens, ils y ont là. Et puis sous l 'impulsion de Clauvegg, c 'est l 'affaire du vase de Soissons. Vous connaissez cette histoire. Et donc il va imposer le pays des Francs dans la plaine de France, là où il y a la récompense de Roissy en France. Et vous le savez, sous instigation d 'ailleurs de sa femme, je crois, il décide de se convertir au christianisme. Et là, il est pris en charge par le clergé. Et là, il se passe quelque chose qui est vraiment un déclic très très important dans l 'histoire de France. C 'est que tout en étant conquérant, il va adopter le christianisme. Et il va accepter un certain nombre de conditions, qui est l 'absence de communautarisme. C 'est -à -dire qu 'on va favoriser les mariages, les unions et les enfants entre des frankens, ces barbares venus d 'Allemagne, du Nord, enfin des pays nordiques, avec des gallo -romains. Les gallo -romains étant eux -mêmes déjà la fusion entre des gaulois et des romains après les invasions de Jules César. Et on peut dire que c 'est à partir de cette fusion -là que va commencer à naître le peuple français. Donc on est à la fin du Ve siècle. Et donc de ce point de vue -là, Clovis... Alors évidemment, on peut magnifier ou aloisir le truc. Mais c 'est quand même quelque chose d 'important dans notre histoire. Qu 'est -ce qu 'on pourrait dire encore ? Il y a tellement de choses à dire... Je l 'ai dit dans ma vidéo sur l 'histoire de France. Il y a quand même Louis IX aussi, qui est un roi qui va poser des fondements très importants, qui pénètrent toujours l 'esprit des Français. Je rappelle que Louis IX, donc qui est le fils de Blanche de Castille, qui est une espagnole, est élevé dans une foi ardente. C 'est au XIIIe siècle que ça se passe. C 'est au moment où la France se couvre de cathédrale. Et il décide plusieurs choses qui vont marquer notre psyché national de façon décisive, en fait. C 'est le bon roi, le bon dirigeant qui est un peu... Son titre, c 'est quasiment le vicaire du Christ sur Terre. Et donc Louis IX va décider de juger par lui -même certains cas. C 'est la fameuse image d 'Epinal de Louis IX jugeant sous son chêne à Vincennes. Et Louis IX va faire venir devant lui des féodaux, des seigneurs et puis

des pauvres paysans sur lesquels parfois le seigneur accable de travaux, lui vole une partie de ses productions, exerce le droit de cuissage sur sa femme ou sur sa fille. Et Louis IX va exercer... Alors aussi, il y a un petit côté image d'Épinal, mais c'est quand même vrai. Et même si c'est un côté image d'Épinal, ça a formé l'opinion française. Louis IX va juger en justice et donnera parfois raison aux pauvres manants · on est encore dans du servage au XIII^e siècle · contre le féodal. Et allant plus loin, quelques temps après, il va créer les premiers établissements de commun profit, notamment l'hôpital des 15 -20 à Paris. 15 -20, parce que 15 x 20 égale 300, c'est -à -dire 300 lits, pour soigner tout le monde, y compris des pauvres gens, sur la cassette royale, notamment pour des maladies oculaires, bon, avec la médecine du XIII^e siècle. Enfin il y avait quand même des plans, des choses comme ça, pour soulager le malheur de ces sujets. Et il va donc créer à cette occasion le premier établissement public, premier service public avec les établissements de commun profit. Et il va créer aussi l'idée que le roi de France, c'est celui qui assure le bonheur du peuple français, parce qu'il est le vicaire du Christ sur Terre, contre les méchants, les méchants étant les féodaux. Et c'est pas pour rien que les Français demanderont à sa mort à Tunis en 1291. Très vite, ils demanderont à Boniface VIII de le canoniser pour qu'il devienne Saint -Louis. Et on va avoir quelque chose qui est très étonnant dans l'histoire européenne. C'est qu'on va avoir la dynastie des capriciens qui va découler d'un saint de l'Église catholique. Et au même moment, d'ailleurs, c'est à peu près à la même époque que la France prendra... Que la monarchie française prendra comme symbole le symbole de... Alors dans un premier temps, en fait, que les spécialistes disent d'abord un iris, puis en fait une fleur de lys, qui fait référence au cantique des cantiques dans la Bible, qui est le symbole de la Vierge, un symbole virginal. Et la France va devenir la première puissance mondiale qui aura comme symbole une fleur. Ouais, mais extraordinaire. Alors qu'en règle générale, c'est des lions, c'est des épées, c'est des aigles... Là, c'est une fleur. Et ça, c'est vraiment important dans notre psyché collectif. Donc on a le premier, c'est celui qui va... Clovis, il va être... J'allais dire celui qui va faire... À l'origine du creuset, qui est le peuple français, puisque le peuple français est un peuple qui... Si vous voulez, quand vous allez en Norvège, tout le monde est blond aux yeux bleus. Quand vous allez au Portugal, tout le monde est brun à la peau mate et aux yeux marrons. Quand vous êtes en France, vous avez tout. Des bruns, des blondes, des roux, des chatins, des chauds aussi, des cheveux gris, et puis des peaux claires, des peaux mates, voilà. Et ça aussi, même avec les migrations du XX^e siècle, ça s'est encore accéléré. Mais donc ça, c'est très important. Peuple français, qui est héritier des Cels, des Gaulois, des Romains, des Franckens, et puis ensuite de tous les apports au cours des siècles. Deuxièmement, c'est le dirigeant français qui est le bon roi, qui est celui qui est... Voilà. Et puis je dirais, il y a la contrepartie, et il y a le mauvais roi. Voilà. Le mauvais roi. Donc notre histoire nationale, c'est une liste · j'allais dire · de bons rois et une liste de mauvais rois. Voilà. Le bon roi, il défend le peuple contre les féodaux. Le mauvais roi, il prend le parti des féodaux contre le peuple. Il fait des guerres. Il se fiche complètement de la situation du peuple, etc., etc. Voilà. Et donc parmi les bons rois, on a Saint -Louis. On va avoir Henri IV, qui met un terme aux guerres de religion. Il y en a eu 15 ou 17 des guerres de religion. Il met un terme. Il se convertit au catholicisme. Et puis il le demande à son Premier ministre, enfin l'équivalent à Sully. C'est la fameuse parole apocryphe, d'ailleurs, qu'il faut que les Français mettent la poule au pot tous les dimanches. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que cette formule, c'est qu'il porte attention à l'augmentation du niveau de vie des Français. Alors la consommation de viande, c'est un élément fondamental. Même encore au début du XVII^e siècle, c'est tout à fait fondamental pour sortir de la soupe de choux, de gruot, avec vraiment très peu de protéines. Donc c'est très important. Et Henri IV va devenir l'archétype comme Saint -Louis, l'archétype du bon roi pour les Français, proches du peuple, qui s'intéressent au peuple, et qui combattent les féodaux, qui combattent la guerre, qui combattent tout ça. Et pour faire valoir le bon... Et puis vous avez parmi donc les... Et puis vous avez les mauvais rois. Les mauvais rois, c'est ceux qui font l'inverse. Donc ça va être Charles VI, qui va donner, sous l'instigation de sa femme Isabeau de Bavière, la France à Henri VI, le roi d'Angleterre,

en pleine guerre de cent ans, avec le traité de Troyes de 1420. Donc il est dans une aristocratie, dans une internationale des cours complètement coupée du peuple, ce qui donnera la naissance de Jeanne d'Arc. Voilà. De la même façon, parmi les mauvais rois, vous avez Louis XV, dont le siècle est connu comme étant la scène de l'élégance. Mais Louis XV, c'est quand même quelqu'un qui va participer à des jeux de cours, à se laisser dominer par ses maîtresses, à laisser tomber les Français du Canada, à faire le renversement d'alliances, voilà, au détriment de l'intérêt national. Voilà. Donc après la guerre de sept ans, le renversement des alliances, c'est quelque chose qui est dramatique, en fait, dans l'histoire de France. Et donc on a cette succession des bons rois et de mauvais rois qui va se poursuivre ensuite avec la République. On a aussi des bons présidents de la République et des mauvais présidents de la République. Bon présidents de la République, vous avez... Comment il s'appelle ? Ah ! Son nom échappe sur le coup. Jules Grévy, à la fin de vers les années 1890. Jules Grévy, c'est celui qui va mettre un terme à ce siècle de fureur qui est le XIXe siècle, en essayant de mettre tout le monde d'accord sur une république bonasse. Voilà. Il bénéficie de l'encyclique Rerum novarum du pape Léon XIII. Il réconciliait la France avec son passé, avec ses troubles, avec ses dynasties, avec les Napoléons, avec les Orléanistes, avec les légitimistes, avec la République. Et donc Jules Grévy va être celui qui apaise et qui rassemble les gens. Voilà. Et puis vous avez évidemment Charles de Gaulle, qui lui aussi va essayer d'apaiser, de régler l'arrivée à la paix, de redresser le pays et de s'attaquer aux féodaux de son époque. Voilà. C'est -à -dire notamment tous ceux qui collaborent avec les puissances étrangères. Ça, c'est un truc qu'on retrouve tout au long de l'histoire de France. Et puis vous avez des mauvais rois et des mauvais présidents de la République. Voilà. Et actuellement, ça fait plusieurs fois qu'on a un mauvais... Actuellement, c'est le pompon, quoi. Le mauvais président de la République. Il est à peu près du même niveau que Charles X. Charles X, c'est un mauvais roi. Charles X, comme disait Talerrand, il n'a rien oublié, il n'a rien appris. C'est -à -dire qu'il voulait rétablir la fonction monarchique avant la Révolution française. Mais il n'avait pas compris que le monde avait évolué. Ça s'est très mal terminé pour Charles X, d'ailleurs. Et le mauvais roi, le mauvais président, on en a actuellement. C'est typique, hein. Typiquement, Macron, c'est typiquement... Comme Louis XV, c'est typiquement comme... Je ne sais pas. Comme Charles VI, c'est quelqu'un qui appartient à une internationale des cours... Aujourd'hui, on les appelle les oligarques. Ce que vous vouliez comprendre, c'est que l'équivalent du duc de Bourgogne du temps contre lequel se battait le roi de France, aujourd'hui, ce sont les milliardaires qui détiennent les grands médias et les instituts du sondage. C'est ça, en fait, la réalité. Et aujourd'hui, nous avons un roi · entre guillemets ·, un chef d'État président de la République, qui est devenu l'otage des féodaux. Voilà. Excusez -moi cette réponse. Elle est un peu longue. Elle est un petit peu différente de ce que peut -être souhaitait cette personne. Mais voilà. Je crois que c'est vraiment des points fondamentaux de notre histoire. Il y a les 3 personnages. Il y a Clovis, celui qui est à l'origine du peuple français. Il y a Saint -Louis, celui qui est à l'origine d'un État qui assure la justice sociale et qui assure les services publics, et qui fait que les Français sont pour toujours rétifs à avoir une société des merdes zizi, d'ultralibéralisme, parce que les Français ne veulent pas de ça. Les Français, dans leur profondeur, ils ont besoin d'un État qui régule et qui assure la justice sociale entre les Français. Ça fait partie de notre ADN, comme on dit maintenant. Donc c'est le 2e personnage. Et le 3e personnage, eh bien c'est le mauvais roi. C'est celui qui donne... Ou le mauvais président de la République. C'est celui qui se fiche éperdument du peuple français, qui préfère faire le beau dans une internationale des cours, et qui prime avant tout autre chose. Voilà. C'est votre réponse. Merci de m'avoir écouté. Je vous donne rendez -vous mercredi prochain, mercredi 23 septembre pour le n°127. Inscrivez -vous à notre université. Il va y avoir du monde. Venez. Ça va être extrêmement intéressant. Puis lors de mon discours, ça va démentager. Puis il y aura aussi · vous savez · la tombola, les objets historiques. Le lendemain, il y aura la rencontre avec les dirigeants, avec moi, avec le cadre dirigeant du mouvement, comment se mettre en mouvement. On va, je pense, vers des moments de plus en plus historiques. Voilà. Et il y a une chose qu'il faut

savoir, c 'est que nous avons le vent en poupe. Voilà. Je ne vous en dis pas davantage. Vive la souveraineté et l 'indépendance nationale. Et vive la France.

(Résumé automatique impossible : Aucun modèle disponible pour l'instant (tous épuisés ou en panne).

Groq : indispo ~6min

SambaNova : occupé 5s

Mistral : occupé 5s

Cloudflare : · texte intégral ci-dessus)